

OFFRE POLITIQUE NATIONALE

du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS pour les ÉLECTIONS RÉGIONALES

Les élections régionales de mars 2010, qui se dérouleront à mi-chemin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, revêtiront un enjeu très important.

Elles vont décider des orientations politiques dans les régions, un échelon territorial dont l'importance n'a cessé de grandir, et elles constitueront la dernière occasion donnée à l'ensemble des électrices et des électeurs de s'exprimer sur la politique conduite dans le pays avant 2012.

Elles se préparent dans une situation politique en pleine évolution, dans un contexte d'urgences sociales, politiques, environnementales, démocratiques grandissantes. Des urgences auxquelles il devient chaque jour plus pressant d'apporter des réponses.

La crise capitaliste s'aggrave lourdement depuis un an. Chômage, à caractère massif pour les jeunes, fermetures d'usines, plans de licenciements, inégalités et pauvreté, remise en cause des droits des femmes, détresse au travail, atteintes aux libertés, mal-vie dans les quartiers, crise agricole et alimentaire, alertes écologiques... tous les clignotants sont au rouge.

Loin de combattre la crise, la politique de Nicolas Sarkozy et de sa majorité UMP étale son indécence, en se révélant aux yeux d'un nombre grandissant de Françaises et de Français pour ce qu'elle est : une politique injuste et égoïste au service de la seule classe dominante, des privilèges de l'argent, et des logiques de rentabilité.

Cette politique développe d'énormes contradictions. Des fonds publics considérables sont mobilisés au profit des actionnaires, des banques et des grands groupes sans aucune contre-partie pour l'emploi, les salaires et les qualifications. Cet argent nourrit la relance de la spéculation sans que soient traitées les causes de la crise. Cela prépare une récession plus grave encore.

Une politique massivement contestée

Cette politique est maintenant régulièrement et massivement contestée, comme on le voit avec les luttes multiples qui se développent dans tous les secteurs de la société, comme on l'a vu avec la formidable mobilisation citoyenne contre le projet de privatisation de La Poste. Mais la droite s'obstine à imposer coûte que coûte ses décisions et cherche même à en accélérer le rythme. Nicolas Sarkozy s'enfoncé pour cela dans un exercice de plus en plus autoritaire de son pouvoir présidentiel. C'est un véritable bras de fer qui est engagé entre ce pouvoir et une partie grandissante de notre peuple qui exprime le besoin de politiques qui répondent réellement à leurs attentes.

Face à cette situation, la combativité sociale ne faiblit pas. Mais grandit aussi le besoin d'une alternative politique. Une attente et une disponibilité nouvelles mûrissent dans le pays pour travailler aux constructions qui permettraient à cette alternative politique de voir le jour.

Rien n'est joué. Car, face à la droite, la confusion règne à gauche sur le projet qui devrait être opposé à cette politique et sur la nature des rassemblements, des constructions politiques, des alliances qui lui permettraient de devenir majoritaire.

Alors que les attentes, les forces disponibles existent pour construire une issue réellement à gauche, le risque est grand qu'elles se dispersent, se divisent, s'égarer dans des opérations de recombinaison qui ne cessent d'être lancées pour obscurcir toute perspective réelle de réponse à la crise capitaliste. Alliances au centre, primaires ouvertes, coupure irrémédiable de la gauche en deux, instrumentalisation de la question écologique à des fins de recombinaison... les fausses pistes ne manquent pas, au plan national comme dans les régions, pour conduire les forces de gauche dans de nouvelles impasses, vers de nouvelles défaites, leur faire accepter de nouveaux renoncements.

Les forces de gauche peuvent se retrouver côte à côte dans des luttes

contre la politique sarkozyste, mais à ce jour ne se rassemblent pas sur un projet.

Le PS parle de rassemblement à gauche mais n'opère pas de clarification forte sur son projet et entretient le flou sur des alliances de second tour avec le Modem. Les Verts parlent eux aussi de rassemblement à gauche, mais les listes Europe Écologie poursuivent la construction de rassemblements hétéroclites aux contours et aux objectifs politiques très ambigus. Le NPA, quant à lui, persiste à refuser la nécessité de travailler à des majorités de gauche.

Il n'est pas possible d'en rester là. Il est urgent de relever le défi d'une issue politique à la crise actuelle, de sortir de cette confusion, de faire émerger à gauche un nouvel espoir, de s'attaquer sans attendre à construire cette alternative politique majoritaire de gauche qui permettra de répondre à la crise et aux urgences populaires en s'attaquant aux logiques capitalistes. C'est le moment, et c'est possible.

Nous avons entamé ce travail et cette démarche en faisant le choix à notre congrès de la constitution de fronts. Nous avons concrétisé cette démarche avec le Front de gauche à l'élection européenne, en proposant sur la base d'un projet clair un rassemblement sans exclusive à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans ce projet. Ce n'était qu'un début mais cela a créé une dynamique. Nous voulons amplifier cette démarche, aller beaucoup plus loin, en portant haut et fort son ambition majoritaire.

Les élections régionales sont une occasion d'avancer dans cette voie. Tout doit être fait pour que puisse s'exprimer dans ce scrutin de la manière la plus forte et la plus claire possible le besoin d'orientations politiques et de majorités régionales résolument ancrées à gauche. C'est nécessaire pour le pays et pour les régions.

D'ailleurs, l'UMP n'aborde pas ces élections comme des élections intermédiaires. Elle veut tous les pouvoirs et ne supporte pas que la gauche dirige vingt régions sur vingt-deux. Elle entend faire de la reconquête des pouvoirs régionaux en mars 2010 un tremplin pour relancer l'adhésion à son projet politique et le remodelage de la société qu'elle a engagé. Son projet s'inscrit d'ailleurs dans les politiques européennes qui poussent à la mise en concurrence des territoires, des métropoles jusqu'aux régions, en les soumettant toujours plus aux exigences des marchés.

Voilà pourquoi les élections régionales auront dans ce contexte un triple enjeu.

Le premier enjeu sera celui des orientations politiques adoptées.

Soit les régions deviennent des relais, des amplificateurs de la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy, ou accompagnent cette politique sans réellement la combattre ; et la crise, les inégalités seront encore aggravées. Soit elles deviennent des pôles de résistance à cette politique, des pôles d'initiatives, de luttes et de propositions pour promouvoir d'autres logiques solidaires, citoyennes, écologiques ; et elles peuvent contribuer à faire reculer la crise, à rendre la vie meilleure à des millions de nos concitoyennes et concitoyens, à faire émerger des choix politiques alternatifs aux logiques capitalistes et aux modèles productivistes.

Nous voulons des projets régionaux qui portent partout une cohérence nationale forte à partir de plusieurs grands axes de propositions : La défense et la promotion des services publics, nationaux et locaux, notamment en matière d'éducation, d'enseignement supérieur, de recherche et de culture ; de sécurisation de l'emploi et de la formation ; de protection de l'environnement ; de transports, d'énergie, de santé et de logement... Une politique de lutte contre toutes les discriminations et pour l'égalité des femmes et des hommes.

La promotion de nouveaux critères d'utilisation de l'argent, avec no-

tamment la création de fonds publics régionaux que pourraient saisir les salariés et les citoyens, impulsant, en lien avec le système bancaire, la sélectivité des crédits pour favoriser l'emploi, la formation, la recherche, le respect de l'environnement ; et de nouveaux pouvoirs donnés aux salariés dans les régions et les entreprises pour décider et contrôler l'utilisation des fonds distribués. Une réforme globale de la fiscalité et des financements est également indispensable.

La relance de politiques industrielles, agricoles et urbaines, qui permettent en tous domaines de répondre aux exigences d'un nouveau type de croissance, d'un nouveau type de développement socialement solidaire et écologiquement durable.

La conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés et leurs organisations, pour les citoyens, dans les entreprises comme dans les territoires, avec notamment de nouveaux droits d'intervention et des processus de démocratie participative généralisés.

Le second enjeu est un énorme enjeu démocratique.

La concentration et la confiscation des pouvoirs, portées en germes par la présidentialisation du régime, atteignent avec la présidence de Nicolas Sarkozy un niveau caricatural. Elles s'accompagnent d'une attaque en règle contre les libertés et les droits démocratiques. Mais cela ne suffit pas. La droite veut maintenant engager une réforme des collectivités locales qui est une attaque frontale contre la démocratie locale à tous les échelons, communale, départementale et régionale : sont programmés à terme la disparition des communes et des départements, le transfert massif de services publics au privé, et l'impossibilité pour les élus de répondre aux aspirations de leurs populations, avec la limitation des compétences des collectivités et la suppression de la Taxe professionnelle. La création des conseillers territoriaux, cumulant mandat départemental et régional, la constitution de grandes métropoles, un mode de scrutin antidémocratique seraient autant de facteurs de reprise en main par un Etat au service des grands groupes, d'éloignement des élus des citoyens et de recul grave du pluralisme politique.

La campagne des élections régionales doivent permettre de révéler ces projets largement ignorés, de construire une large riposte, de revendiquer que les assemblées locales et les citoyens soient consultés sur un tel bouleversement territorial. Elle doit porter une conception offensive de la démocratisation de l'Etat, des pouvoirs régionaux, du rôle des élus, et des services publics nationaux et locaux ; faire preuve d'audace en matière de droits des citoyens et des salariés à intervenir dans les entreprises et les territoires ; faire prévaloir des logiques de coopération entre les collectivités contre les logiques de mise en concurrence.

Le troisième enjeu est celui de l'alternative politique à gauche.

Les régions se doteront-elles de projets régionaux et de majorités clairement engagées à gauche, à la hauteur des nouveaux défis imposés par la crise et la politique agressive de la droite ? Ou seront-elles le théâtre de recombinaisons qui desserviraient tout le camp progressiste et surtout l'intérêt des régions et de leurs populations ?

Les majorités de gauche sortantes ont des bilans contrastés, mais ont permis dans un grand nombre de régions de réelles avancées pour le quotidien de milliers de femmes et d'hommes. Le travail des élus communistes dans ces régions, en s'appuyant sur les populations, a démontré qu'il était possible d'obtenir des infléchissements des politiques régionales, de faire prévaloir des projets d'utilité publique. Ces élus constituent de solides points d'appui pour construire avec les populations les réponses de gauche qu'elles attendent.

Dans le mandat à venir, face à la crise et aux politiques gouvernemen-

LA RÉOLUTION

tales de la droite, il faudra relever de tout autres défis. La gauche doit construire, avec les citoyen-ne-s, en s'appuyant sur la mobilisation et la créativité sociales, des projets à la hauteur. Ce n'est donc pas le moment de baisser la garde à gauche. Les urgences sociales et écologiques sont pressantes, et la gauche gagnera si elle va à ces élections avec des projets ambitieux, novateurs et courageux. La gauche mobilisera si elle va au-devant des électeurs avec un projet clair et combatif, qui favorise l'intervention populaire pour faire face aux urgences sociales. Elle ira au contraire à l'échec si elle mise sur des calculs politiques qui la conduisent à composer avec les idées libérales au moment où celles-ci font la preuve de leur faillite.

Pour ces élections, il y a donc un enjeu pour savoir où se trouvera, dans les programmes comme dans les alliances, le centre de gravité des majorités alternatives à la droite. Nous le voulons pour notre part clairement à gauche, car c'est la condition de politiques réellement efficaces face à la crise capitaliste, et donc la condition de victoires à gauche construites sur la mobilisation populaire. Cela comptera aussi pour les échéances politiques futures.

Notre ambition pour un nouvel espoir à gauche

C'est avec l'ambition à nos yeux incontournable de relever ces défis que le Parti communiste lance un appel à toutes les forces, à toutes les femmes et tous les hommes de gauche représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif, issus de la ruralité, comme des grandes zones urbaines et de leurs quartiers populaires, à travailler ensemble pour que puisse s'exprimer dans ces élections de la manière la plus forte et la plus claire possible la volonté de politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche.

Partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce travail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au 1^{er} tour, qui,

à partir mais très au-delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche.

Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles et faire une large place à toutes les femmes et tous les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux qui, dans leur diversité, partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement. Cette unité, cette diversité, cette large démarche de rassemblement, tout en assurant la juste représentation des partis qui l'initient et en s'appuyant sur leurs acquis électoraux, devront s'exprimer dans la composition des listes, jusque dans le choix des têtes de liste régionales et départementales.

Ces listes, en ouvrant un autre choix à gauche que celui porté par le PS ou Europe Ecologie, visent à lever une dynamique de rassemblement et de victoire à gauche sur des choix clairs. Faut-il concevoir ces listes en opposition au reste de la gauche? Non, au contraire, comme nous le proposons, il faut faire de ce front un levier pour faire bouger le curseur à gauche.

Pour réussir, les objectifs qui pourraient se fixer ces listes doivent être clairs:

Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possible les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large.

Tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions, et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des projets de transformation sociale réelle et si, les conditions en sont créées, de travailler à leur mise en œuvre, jusque dans les exécutifs régionaux.

Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem, dans le respect de l'influence de chacune de ces listes.

Tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum d'élus à même de porter ces objectifs avec détermination durant tout le mandat, notamment en élisant le maximum de conseillers régionaux communistes.

Si elle est construite dans la clarté et dans l'ouverture la plus large, cette démarche peut aller à la rencontre des attentes de millions de nos concitoyennes et concitoyens. Mais ce sera une rude bataille. Elle doit être engagée sans tarder.

Le Conseil national appelle les communistes à prendre leurs décisions région par région en pleine connaissance de cette offre, en appréciant les possibilités de la conduire dans chacune de leurs régions, en prenant les décisions les plus utiles pour faire avancer les objectifs qu'elle énonce.

Au-delà du débat des communistes qui doit se mener dans le respect de toutes les options exprimées, et des décisions qu'ils ont à prendre en pleine souveraineté, le Conseil national les appelle à faire connaître cette offre très largement dans la population, à prendre tous les contacts nécessaires avec celles et ceux qui peuvent s'y reconnaître.

Nous voulons mener une campagne offensive et constructive, qui refuse d'alimenter les logiques de division, qui soit axée sur un projet et des propositions de rassemblement, qui porte la perspective de constituer des majorités de gauche sur le contenu le plus transformateur possible.

Engageons sans tarder et avec confiance, toutes et tous ensemble, dans l'unité des communistes, une très grande campagne des élections régionales!

**L'offre a été adoptée par
le Conseil national du PCF le 25 octobre par
126 voix pour, 22 contre et 9 abstentions**

LE RAPPORT

LE RAPPORT DE M.-G. BUFFET

Les décisions de notre Conseil national sont très attendues. Par les communistes bien sûr. Mais aussi par beaucoup d'hommes et de femmes qui vivent l'urgence d'une alternative aux politiques régressives et liberticides de Nicolas Sarkozy et qui cherchent un espoir à gauche.

Nous allons donc débattre, voter et soumettre ainsi une proposition politique nationale aux communistes. Ils et elles vont en débattre. La clarté de ce débat, la transparence de la consultation des adhérent-e-s permettront que toutes et tous - quelles que soient les options qu'ils aient portées - s'engagent sur une grande campagne populaire et dynamique pour les élections régionales.

Cette offre nationale intervient au cœur d'une crise sociale, démocratique, écologique sans précédent, dans des rapports de forces politiques de plus en plus mouvants, et dans un combat de classe exacerbé.

Nos travaux, j'en suis sûre, seront au niveau. Un peu de ce qui va se passer, autant dans les luttes aujourd'hui que dans les urnes en mars, va dépendre de la qualité, de la portée de notre initiative politique, de sa capacité à recréer une dynamique à gauche. Nous pouvons dès maintenant offrir un appui aux luttes, certes par la crédibilité de nos propositions mais aussi par celle de notre démarche de rassemblement. Nous pouvons porter une proposition qui permette de barrer la route des régions à la droite en donnant à voir d'une nouvelle ambition à gauche pour celles-ci. Et enfin nous pouvons créer une dynamique populaire autour d'un projet novateur qui permette de barrer la route de mettre en place une autre majorité dans notre pays. Une autre majorité apte à répondre aux urgences du quotidien, comme aux enjeux de dépassement du système en crise.

I. Le contexte politique

La situation internationale

Dans quel contexte devons-nous travailler à cette offre politique? Vingt ans après la chute du mur de Berlin - et nous tiendrons à ce sujet une initiative sur le thème « Et maintenant? » le 9 novembre - notre monde vit des bouleversements sans précé-

dent. Et tout montre que les peuples, en particulier ceux que les logiques libérales ont installés dans la pauvreté, vont payer le prix fort. Faire valoir les intérêts des femmes et des hommes que le capitalisme en crise asservit toujours plus, être de celles et ceux qui cultivent les « fleurs de la désobéissance » face à l'ordre établi de la classe dominante, porter haut et fort le projet de libérer demain notre monde de l'exploitation et de toutes les dominations est un combat plus que jamais d'actualité, il est le nôtre.

Et notre offre politique doit se situer au niveau de ces enjeux.

Au niveau du défi à relever face à la tromperie des dirigeants du G20 qui, dans leur déclaration finale s'exclamaient « ça a marché! » en saluant leurs mesures pour sauver le système financier international. En fait, toutes les conditions de rechute sont réunies car les gouvernements ont fait le choix de mobiliser l'argent public pour la spéculation et de laisser courir toutes les logiques en place.

Face à cette attitude mortifère pour le plus grand nombre, portons l'exigence de nouveaux rapports sociaux pour répondre aux besoins humains et faire respecter les droits de chacune et chacun.

Portons l'idée que la clé du changement passera partout par une formidable avancée de la démocratie, des libertés.

Portons l'idée qu'elle réside aussi dans une autre utilisation de l'argent, qu'il est urgent de soumettre les aides publiques et le crédit à des critères sociaux et écologiques.

Portons l'idée qu'il est urgent d'inventer une nouvelle façon de produire, de concevoir le travail, la gestion des entreprises. Redonnons à voir du besoin d'intervention publique.

Dans quelques semaines aura lieu le sommet de Copenhague.

La sécurité alimentaire, l'accès à l'eau ou à la terre sont gravement menacés et des centaines de millions de personnes risquent d'être poussées à l'exode.

Tout annonce pourtant que la France ne sera pas à l'avant-garde de ce sommet. Nous avons, dans plusieurs ateliers, travaillé des réponses alternatives. Faisons-les connaître!

Le monde dans lequel les capitalistes nous entraînent est aussi celui de guerres meurtrières comme en Afghanistan.

Après trente ans de guerre, ce pays est aujourd'hui ravagé, l'échec de la coalition de l'OTAN est patent. Il faut continuer d'exiger, plus que jamais, le retrait des troupes de l'OTAN et la création d'une nouvelle force internationale sous l'égide de l'ONU visant, avec les Afghans, à la reconstruction de ce pays.

La situation en Afghanistan et celle au Proche-Orient illustrent quotidiennement dans la violence et la guerre, dans l'injustice permanente à quelles impasses tragiques les politiques de force et le mépris des droits des peuples peuvent conduire, jusqu'aux crimes de guerre, comme à Gaza, en janvier dernier. « Les grands de ce monde » poursuivent le pillage de l'Afrique et l'enferment dans les pandémies, la faim et les conflits meurtriers. Le danger de la prolifération du nucléaire militaire reste prégnant. Comme nous l'avions souligné lors de la désignation de Barack Obama comme prix Nobel de la paix, le chantier est vaste pour honorer ce prix.

Crise systémique, dérèglement climatique, montée en puissance des conflits... Tout commande d'agir tout à la fois pour favoriser les conditions d'une maîtrise démocratique, publique et multilatérale du développement sur le plan mondial, pour rendre les ressources naturelles bien commun de l'humanité, pour relancer vraiment le désarmement, pour réunir les conditions sociales qui rendront solides la sécurité, la paix et le développement durable.

Ce sont ces combats que la gauche française doit porter, notamment pour que l'Union européenne joue un rôle positif pour les peuples.

La situation française

Ces combats prennent racine aussi dans la réalité française.

60 milliards d'euros: ce chiffre représente les bénéfices nets des groupes du CAC 40 cette année! 700 000: c'est le nombre supplémentaire de chômeurs que comptera la France en décembre. Les salariés, contrairement aux discours du Président de la République, ont été purement et simplement abandonnés aux appétits du capital. Les banques, elles, bien nourries par le même, commencent déjà à rembourser et continuent à boursicoter!

Si beaucoup d'entreprises sont réellement étouffées par le rationnement du crédit ou le poids de la charge financière, certaines n'hésitent pas à profiter

de la crise pour fermer des sites. La productivité demandée aux salariés augmente sans cesse pour une rentabilité à deux chiffres. Négation des missions, des métiers, des services rendus, de l'utilité du travail, cette régression généralisée contre le monde du travail dans toutes ses composantes est source de souffrances individuelles et collectives dont le drame de la série de suicides est un révélateur.

A ces souffrances s'ajoutent celles de la baisse du pouvoir d'achat des salarié-e-s et des retraité-e-s, la non-réponse à l'évolution des besoins en terme d'accès au logement, la violence de la précarité, l'extension de la misère ou l'énorme pression rétrograde sur les droits des femmes repérable notamment dans les atteintes au droit à l'IVG. Cette souffrance se traduit dans une profonde colère, une contestation des choix gouvernementaux, toutes les enquêtes d'opinion l'indiquent.

Les difficultés s'accumulent pour le pouvoir en place. Le mépris de classe affiché envers la consultation sur La Poste, l'ersatz de réforme du lycée, l'impopularité de la taxe carbone, les critiques émises par des élus de tout bord sur la suppression de la taxe professionnelle, ou sur la réforme des collectivités, l'ampleur de la colère autour de l'opération de l'EPAD... Tout cela est révélateur d'un ras-le-bol. La droite avait tablé sur une rentrée résignée. Elle n'a eu de cesse de criminaliser l'action syndicale: des dizaines de salariés devant les tribunaux, 200 agents d'EDF-GDF devant les conseils de discipline. Mais malgré cela la mobilisation populaire et citoyenne est au rendez-vous.

Dans tous les ateliers, les représentants de « l'appel des appels » ont donné à voir de la dynamique de leur mouvement.

Les salariés privés de papiers ont relancé une grève. L'opinion publique s'est mobilisée avec force contre le « petit ministre » et son charter.

Le 17 octobre la manifestation unitaire pour les droits des femmes a été une réussite et a permis de saluer le recul du gouvernement sur les retraites.

Les luttes dans les entreprises privées contre les licenciements ont remis sur le devant de la scène, comme l'a montré la puissante manifestation du 22 octobre à l'appel de la CGT, une question qui était passée aux oubliettes du modernisme: le besoin d'une politique industrielle.

La montée en puissance des mobilisations à la SNCF, au Pôle emploi ou dans la fonction publique ont remis à la une la question des services publics et du rôle de l'État mis à la poubelle de la libre concurrence ou de la RGPP.

Toutes ces mobilisations ont posé également la question de l'intervention des salarié-e-s dans la gestion des entreprises publiques et privées face à la carence de ceux qui aujourd'hui détiennent ces pouvoirs. Des salarié-e-s et des citoyen-ne-s. La votation citoyenne pour La Poste a marqué leur disponibilité. Plus de 2 millions de personnes se sont déplacées, souvent en famille, pour voter. Je veux ici saluer l'engagement aux côtés des autres militantes et militants, des communistes, de nos élus.

Ce vote montre que lorsque les objectifs qu'on se fixe sont clairs, quand les gens ont le sentiment qu'ils peuvent peser, quand toute la gauche est en mouvement, la dynamique populaire est alors au rendez-vous.

Ce vote réinstalle la légitimité du côté du peuple. Il permet d'inventer une articulation inédite entre les partis, les syndicats, les mouvements et associations, les citoyens eux-mêmes... Nous avons de nouveau rendez-vous ensemble lors de la semaine d'action du 31 octobre. Les parlementaires de gauche ont pris des initiatives. Ensemble, nous allons poursuivre la mobilisation pour empêcher le changement de statut et obtenir un référendum.

Ce qui s'est passé autour de la votation, travaillons maintenant à le construire autour d'autres objectifs. Je pense, dans l'actualité, à la réforme des collectivités territoriales. Ce projet a pour principal objectif la réduction des dépenses publiques en centralisant les pouvoirs. N'avons-nous pas, avec nos élu-e-s, leur association, à nous adresser dès maintenant aux forces progressistes, aux syndicats, pour ensemble interpeller les populations sous une forme qui sera décidée collectivement. Cette initiative peut faire échouer le discours populiste sur le coût des élu-e-s et nourrir de nouvelles exigences sur la démocratie participative, les moyens pour les collectivités.

Je pense aussi à la suppression programmée du juge d'instruction, phase ultime de la reprise en main de la justice! Elle vient s'ajouter à toutes les lois sécuritaires et liberticides, à la dérive vers un pouvoir personnel.

Je pense à l'acharnement actuel du Président contre tous les médias qui ne lui sont pas acquis. Le député UMP Benisti a même été jusqu'à proposer « une charte déontologique » sur la liberté de la presse.

Et d'autres échéances encore nous attendent pour 2010: nouvelle mise en cause des retraites, le fret... C'est pourquoi nous vous proposons l'édition d'un journal national sur le thème « ce n'est pas à nous de payer la crise » porteur des grandes propositions issues des ateliers et permettant la prise d'initiatives. Car nous avons par la qualité de nos initiatives à contribuer au développement des luttes. Des luttes qui butent sur des obstacles: la précarité, la désespérance, la division organisée des salariés. La construction de l'unité syndicale. Mais aussi, et cela est directement de notre ressort, le déficit de projet et d'unité à gauche.

La recomposition politique à gauche

Alors que les attentes, les forces disponibles, nous le voyons, existent pour construire une issue réellement à gauche, un puissant séisme est à l'œuvre: Alliances au centre, primaires ouvertes, affrontement irrémédiable entre deux gauches, instrumentalisation de la question écologique à des fins de recomposition... les fausses pistes ne manquent pas, au plan national comme dans les régions, pour conduire les forces de gauche dans de nouvelles impasses.

Ce séisme a des répliques dans tous les partis. Si, dans sa résolution du 22 octobre, le PS tente de clarifier son positionnement sur les alliances en affirmant: « une fois seulement la gauche rassemblée, nos listes pourront s'ouvrir au second tour à toutes celles et tous ceux qui veulent se retrouver autour d'un projet de gauche [...] », il n'opère pas de clarification forte sur son projet. Dans la rencontre que nous avons eu avec les Verts, ceux-ci ont donné la priorité aux alliances à gauche mais n'ont pas exclu un second tour avec le Modem. On voit de plus le leader d'Europe Écologie poursuivre ses offres de rassemblements hétéroclites aux contours et aux objectifs politiques très ambigus. Au nom de l'anti-sarkozysme, une nouvelle initiative proposant un soi-disant « compromis

historique du PCF au Modem » se tiendra par ailleurs à Dijon. Le NPA, quant à lui, dans sa dernière déclaration, dit, je cite, qu'« il faut enregistrer qu'existent deux gauches dotées de programmes contradictoires qui interdisent de gérer ensemble les régions ». Et pointe le PCF comme l'obstacle à son concept de deux gauches inconciliables.

Lors de notre dernier congrès nous avons fait déjà le constat des difficultés de la gauche et nous avons décidé d'œuvrer à ce qu'une multitude de femmes et d'hommes, divers par les courants de pensée dans lesquels ils se reconnaissent, par les organisations politiques et sociales dont ils se sentent proches, soient suffisamment unis et résolus pour rendre incontournables des changements dont ils auront acquis la conviction qu'ils sont indispensables.

Et nous avons décidé pour cela de prendre le chemin des fronts. Et depuis le congrès nous avons avancé dans cette voie avec le Front de gauche aux européennes, la tenue des ateliers. Et aujourd'hui nous allons débattre d'une nouvelle initiative allant dans ce sens.

II. Le bilan des ateliers

Alors, maintenant, examinons où nous en sommes et quelle pourrait être, précisément, cette future étape. D'abord, quel bilan des ateliers?

Souvenons-nous, à la rentrée les primaires faisaient la Une. Mais ensuite, l'écho donné lors de la Fête de l'Humanité à notre proposition d'ateliers coorganisés par le Front de gauche est sans doute le reflet de l'attente d'une proposition concrète permettant à la gauche d'enfin travailler.

Cette satisfaction sur la démarche s'est traduite par l'implication, par la qualité des contributions de la centaine de personnalités du mouvement social, syndicalistes, animateurs de l'Appel des appels, que nous avons sollicitée. Leur disponibilité est un enseignement important que nous pouvons tirer.

A travers le travail des ateliers, nous pouvons dans dix domaines (démocratie, utilisation de l'argent, emploi, développement durable, services publics, industrie, alimentation, éducation et recherche, libertés et droits, temps libéré) faire ressortir dans les jours qui viennent trois, quatre propositions clés qui pourraient être notre apport aux plates-formes partagées. Ces propositions pourraient être le cœur du matériel national dont je vous parlais précédemment.

Prenons quelques exemples. Sur la question de la démocratie, nous proposons de nouveaux droits et pouvoirs d'interventions des salariés à travers les comités d'entreprises. Nous développons aussi l'idée de budgets participatifs pour les collectivités. Sur la question de l'utilisation de l'argent, je pense à l'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales, mais surtout à la constitution d'un pôle public financier qui permette de changer les critères du crédit, à la mise en place de fonds publics régionaux que pourraient saisir les salariés à l'appui de leur luttes. Nous voyons que nous ne manquons pas de propositions sur ces sujets. Et sur d'autres comme la question du développement durable, nous pouvons occuper des chemins peu empruntés comme celui d'une nouvelle façon de produire. Je ne vais pas plus loin. Nous allons, à partir des ateliers, mettre noir sur blanc tout cela.

Lors des ateliers, sur beaucoup de sujets, nos propositions ont marqué par leur cohérence. D'autres propositions très riches ont été avancées. Mais la confrontation sur les propositions ne va pas de soi. Notamment, les forces politiques en sont trop souvent restées à une vision globale en évitant les arrêts de la confrontation. Sur des points centraux comme par exemple la question des contenus des nationalisations, la nouvelle étape d'une mobilisation après la ratification du traité de Lisbonne dans le combat pour changer d'Europe, mais également sur les institutions de notre pays ou sur les ressources énergétiques...

Il faut maintenant que le débat se poursuive et s'élargisse à beaucoup plus d'acteurs et d'actrices. Pour nous, ces ateliers ce n'est pas un coup politique. C'est la voie pour avancer concrètement à gauche. Nous allons continuer de solliciter les intervenants de nos ateliers et nous adresser à d'autres qui peuvent être aujourd'hui acquis à cette démarche.

En fait, nous devons être dans une sorte « d'ateliers permanents » jusqu'au résultat. Et il faut à chaque fois chercher à élargir leur caractère populaire.

III. L'offre politique nationale

A partir de ce travail sur le projet, quelle offre politique nationale de rassemblement?

Les élections de mars prochain auront un triple enjeu, comme le souligne l'offre politique que vous avez reçue.

Le premier enjeu sera celui des orientations politiques adoptées. L'ambition de Nicolas Sarkozy est bien de faire des régions des relais, des amplificateurs de sa politique. Nous devons au contraire en faire des pôles de résistance et d'initiatives. Les majorités de gauche sortantes, le travail des élus communistes dans ces régions ont permis dans un grand nombre d'entre elles de réelles avancées. Mais ces bilans ne suffiront pas à relever les défis à venir. La gauche doit construire, avec les citoyen-ne-s, en s'appuyant sur la mobilisation et la créativité sociales, des projets à la hauteur.

Le second enjeu est un énorme enjeu démocratique. La droite veut engager une réforme des collectivités qui n'est rien d'autre qu'une mise au pas.

Le troisième enjeu est celui de l'alternative politique à gauche. Depuis des années, on nous somme de choisir. Il faudrait soit renoncer à l'ambition d'un projet transformateur, soit renoncer au pouvoir. Cela nous a souvent amenés à apparaître comme le parti du « ni, ni » ou comme un parti incapable de choisir. Nous avons pris cette question à bras-le-corps au congrès. Et toute notre politique de rassemblement vise à refuser cette alternative mortifère. Notre ambition est d'avancer en toutes circonstances, sur tous les fronts, vers la construction de majorités capables de porter des projets de transformation sociale.

En octobre 2008, nous avons concrétisé ces choix par l'appel à un Front de gauche pour changer d'Europe. Les militants de notre parti, du Parti de gauche et de la Gauche unitaire ont su créer une dynamique. En septembre 2009, nous avons repris l'initiative sur le contenu du projet.

Il s'agit pour nous, aujourd'hui, de prendre l'initiative d'une nouvelle offre politique qui tire tous les bénéfices de ce que nous avons déjà commencé à construire et qui soit d'un contenu et d'une clarté suffisante pour mobiliser l'électorat populaire qui s'est massivement abstenu lors des dernières élections.

Un appel à travailler ensemble

Nous pourrions ce week-end lancer un appel à toutes les forces, à toutes les femmes et tous les hommes de gauche représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif. Un appel à travailler ensemble, à ce que puisse s'exprimer dans ces élections de la manière la plus forte et la plus claire possible le besoin d'orientations politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche.

Comme cela est indiqué dans la résolution, nous pourrions proposer que « partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce travail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au 1^{er} tour, qui, à partir mais très au-delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche. Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et tous les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux, qui dans leur diversité partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement. Cette unité, cette diversité, cette large démarche de rassemblement, tout en assurant la juste représentation des partis qui l'initient et en s'appuyant sur leurs acquis électoraux, devront s'exprimer dans la composition des listes, jusque dans le choix des têtes de liste régionales et départementales. »

La résolution parle de conditions et de forces disponibles, c'est une question que l'on ne peut pas évaluer. Tout ne dépend pas de nous et de nos déci-

sions, mais également du comportement et des choix de nos éventuels partenaires. Nous devons partager les mêmes objectifs politiques.

Pour réussir il faut en effet que ce rassemblement se fasse sur des objectifs clairs.

Attention danger: un rassemblement qui reporterait à plus tard le règlement de questions qui sont fondamentales risquerait d'implorer en cours de route ou de se marginaliser dans une posture fermée. Si nous retenons cette proposition politique, nous serons dans les semaines à venir confrontés à de nombreuses problématiques. Pour les dépasser, il faut qu'il y ait un cadre: c'est le sens des objectifs proposés dans le projet de résolution:

Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possible les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large dès le 1^{er} tour.

Tout faire au second tour pour empêcher la droite de reconquérir les régions, et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des objectifs de transformation sociale réelle et si les conditions en sont créées de travailler à leur mise en œuvre, jusque dans les exécutifs régionaux. Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem.

Tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum d'élus à même de porter ces objectifs avec détermination durant tout le mandat, en réalisant notamment le maximum de conseillers régionaux communistes sortants, en favorisant la conquête de nouveaux élus et nouvelles élues, communistes ou autres candidat-e-s de ces listes.

Vous l'avez vu, à travers une série de communiqués ou d'interviews, ces objectifs font l'objet de débats même entre les trois formations initiatrices du Front de gauche des européennes. Il y a plusieurs sujets.

D'abord, faut-il concevoir le Front pour les régionales en opposition au reste de la gauche? Ou faut-il, au contraire, comme nous le proposons, faire de ce Front un levier pour faire bouger le curseur à gauche?

Faut-il repousser les sujets qui fâchent au soir du premier tour? Ce serait, je pense, prendre le risque, par manque de clarté sur nos objectifs, de détourner un certain nombre d'électeurs et électrices de leur soutien. Ils veulent savoir où ils vont, si vraiment le vote Front de gauche est un vote qui permet de battre la droite et de créer les conditions d'une gestion de gauche à leur service.

Enfin faut-il, pour obtenir un éventuel accord du NPA, faire l'impasse sur ce qui a fondé le Front de gauche, c'est-à-dire de travailler à une majorité de gauche pour changer la vie? Je ne le pense pas. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à propos d'autres projets d'alliance, on ne peut pas concevoir un projet politique que dans l'addition de pourcentages électoraux. NPA plus Front de gauche cela peut faire un bon résultat sur les machines à calculer. Mais en fait cela ne marche pas si on ne partage pas une démarche, des valeurs, un projet politique. Cela n'empêche pas de poursuivre le débat. Et de s'adresser aux hommes et aux femmes qui se réfèrent à cette organisation.

Cher-e-s camarades, cette offre politique que nous avons débattue au Comité exécutif de lundi a sa cohérence, même si elle peut être améliorée. D'autres options vont certainement être portées dans le cadre de ce débat. Ne cherchons pas à mélanger ou à trouver un compromis qui réunirait tout cela. Assurons-les et développons nos raisonnements. Chacun peut s'interroger. Les choses ne sont pas si simples. Dans l'état de la gauche, dans l'état de notre propre parti, avec son affaiblissement, la mise en œuvre de nos choix de congrès n'est pas évidente. Et ces différentes options peuvent être motivées par des objectifs convergents, battre la droite, avoir de nombreux élus, mais également de créer un espoir solide à gauche.

IV. L'engagement militant

Cher-e-s camarades, nous allons dans les semaines à venir vivre un grand débat dans le Parti. Si nous sommes d'accord sur l'offre politique soumise dans le projet de résolution, il nous faut quand même

avoir un débat qui cherche à définir les obstacles à surmonter, les conditions à remplir pour y arriver. Menons ce débat avec pour objectif de construire une solution à la souffrance populaire, menons-le en sachant dépasser le secondaire, mais sachons avec nos partenaires viser l'essentiel, le rassemblement sur une belle politique.

J'insiste, car de la qualité de nos débats, dépendront la qualité et l'efficacité de notre campagne, de la campagne commune.

Des hommes et des femmes, divers par leur engagement syndical ou politique, leur domaine d'activité, choisiront d'être sur une même liste. Ce choix peut être source d'une incroyable richesse, cela demande le respect mutuel et la reconnaissance de ce que représente chacune et chacun.

Il faudra être audacieux, ouverts, dans la composition des listes. Cela demandera bien sûr une juste représentation des partis concernés, tant dans la composition de la liste que dans la perspective du nombre d'élus en rapport avec les acquis électoraux. Mais nous aurons besoin aussi d'une juste représentation de ces hommes et de ces femmes qui ont été partie prenante en tant que syndicalistes, militants associatifs, personnalités sociales ou politiques du travail des ateliers ou qui, aujourd'hui, convaincus par cette démarche, sont prêts à s'y associer. Même s'ils n'ont pas été de l'aventure des européennes.

C'est par cette diversité que nous pourrons irriguer la population de l'utilité du vote pour nos listes, que nous mènerons une campagne ouverte, de proximité, donnant à voir une ambition pour nos régions et pour le pays tout entier. Une campagne ouverte, c'est une campagne « grand ciel », qui élargit son horizon à tous les domaines de la vie des femmes et des hommes. Une campagne qui va chercher au plus près de la vie de chacune et chacun les raisons de leur vote. Une campagne qui fait reculer l'abstention si chacun s'adresse à ceux pour qui il fait référence dans chaque quartier, sur chaque lieu de travail, dans chaque réseau de connaissance et d'amitié, de militantisme. Une campagne qui sache aussi faire parler d'elle, qui sache montrer l'ambition de nos listes.

Dans cette campagne, notre parti, par son implantation militante, ses élus, sera une clé de voûte. A travers la préparation des conférences régionales, de la consultation et ensuite dans la mise en œuvre des décisions prises dans chaque région, notre premier objectif devra être d'associer l'ensemble de nos 134 000 adhérentes et adhérents. Cela va demander de concevoir des matériaux permettant une campagne de proximité. De savoir tout au long de la campagne refaire le point avec eux et elles pour évaluer en permanence ce qui se passe dans l'opinion, retravailler l'argumentation.

Nous aurons, à partir du travail mené lors des der-

nières échéances municipales, européennes, à rétablir le contact avec chacun des électeurs et électrices qui nous ont fait confiance à ces moments-là. Parmi les 5 000 adhésions réalisées depuis le début de l'année, dont 1 500 à la Fête de l'Huma, il y a de très nombreux jeunes. Menons un travail spécifique avec eux en reconnaissant leur apport pour qu'ils soient demain les relais indispensables parmi leurs proches.

Beaucoup de militants syndicaux nous ont rejoints, d'autres ont participé, à partir de leurs expériences, au débat sur la construction d'une perspective à gauche. Comment avec eux nous construisons notre campagne dans les lieux de travail.

Vous le voyez, c'est un énorme effort de direction que nous avons à animer d'ici le mois de mars. Cet effort commence bien sûr par l'organisation de notre débat au plan régional. Cela passe par la tenue dès la semaine prochaine des assemblées de section, des conseils départementaux. Chaque adhérente et adhérent va recevoir un numéro spécial de « Communistes » avec les travaux de notre CN et l'offre politique.

Nous avons à veiller à construire des délégations aux conférences régionales qui sont à l'image de la diversité des opinions. La consultation arrivera très rapidement. Les 19, 20 et 21 novembre, les communistes auront à se prononcer sur un bulletin de vote comprenant : un rappel de l'offre politique na-

tionale, la proposition adoptée par la conférence régionale soumise au vote et si, la conférence en fait le choix, une proposition alternative.

Chers camarades, nous pourrions organiser le 5 décembre une grande initiative populaire de lancement de la campagne communiste dans le cadre de ce Front, en lien avec la réunion des animateurs de sections.

Quelles que soient les décisions que nous allons prendre, nous avons devant nous un chemin passionnant mais qui ne sera pas de tout repos.

Mais je crois que cela en vaut la peine. Oui, cela vaut la peine de ne pas tarir l'espoir levé parmi de nombreux hommes et femmes qui à gauche veulent retrouver l'envie d'y croire, de se battre.

Oui, cela vaut la peine de rehausser la confiance populaire en notre parti, dans sa capacité à agir et unir pour obtenir des succès.

Oui, cela vaut la peine de reconquérir une influence sur la base d'une efficacité démontrée pour faire gagner la gauche.

Aussi, je veux croire, cher-e-s camarades, que notre CN, très attendu, je le disais, va nous aider à enclencher une dynamique militante d'envergure, ouverte, rassembleuse et combative. ☘

LA DISCUSSION

Pascal Borelly Hauts-de-Seine

Les élections régionales vont se jouer en grande partie sur l'emploi et notamment l'emploi industriel. Les manifestants du 22 octobre portent de la colère, de la souffrance, mais également des propositions et la volonté d'actions pour les faire aboutir. Le pouvoir a bien compris que c'est sur cette question de l'emploi qu'il faut intervenir. C'est le sens des Etats généraux sur l'industrie qui vont se dérouler sur 4 mois. Mettre en avant les contenus : mise en place des fonds régionaux pour l'emploi et la formation ; la constitution d'un pôle public bancaire ; des droits et pouvoirs pour les salariés, les usagers, les élus.

Gisèle Cailloux Hauts-de-Seine

Ne pas casser la dynamique Front de gauche qui doit s'amplifier sur des contenus. L'emploi est une des prérogatives des régions. Avec la crise, c'est aussi la question n° 1 des gens. Va-t-on se saisir dans la campagne de nos propositions sur les Fonds régionaux, avec des élus identifiés comme acteurs de changement de société ? Permettre ainsi avec les nécessaires mobilisations des salariés, des communistes, d'aller arracher aux banques les crédits essentiels aux entreprises créatrices d'emplois. Faire ainsi des expériences sur une autre utilisation de l'argent, d'autres droits des salariés, articulés aux luttes, avec une montée des exigences transformant le rapport de force avec les élections.

François Jacquart Ardèche

Je doute de la voie proposée lors des élections régionales, si l'offre politique nationale devenait une stratégie nationale ou comprise comme telle. La situation nécessite d'aller au-delà dans les politiques régionales pour créer des ruptures avec les politiques libérales. La question du projet politique régional doit déterminer le contour possible du rassemblement à gauche, au premier ou second tour. Quel curseur fixons-nous pour estimer que les conditions sont requises ou non ? Le choix proposé est un changement de nature du Parti. Il ne s'agit plus d'un positionnement ponctuel mais d'une conception nouvelle de notre vision politique. Nous ne devons pas acter une décision qui conduirait à nous exclure des régions et créerait une bipolarisation politique.

Sylvie Larue - Ile-et-Vilaine

Travaillons à lever les obstacles pour mettre en œuvre notre proposition politique et commencer à combler le fossé entre colère sociale et expression politique. Méions, comme pour la votation citoyenne de La Poste, dans un même mouvement, citoyens, militants politiques, associatifs et syndicaux, pour élaborer des projets régionaux ancrés clairement à gauche, et construire le consensus entre les forces politiques partie prenante. Il nous faut combattre les processus de dépossession de la politique et considérer les femmes et les hommes qui s'investissent dans les luttes comme les acteurs es-

sentiels du changement politique.

Yann Le Pollotec Seine-Saint-Denis

La définition de notre stratégie aux élections régionales doit se centrer sur l'objectif de débloquent la contradiction qui existe entre les dynamiques qui travaillent la société française et l'état catastrophique de la gauche française. Le fond du problème est que Sarkozy, contrairement au PS et aussi à l'extrême gauche, a pris toute la mesure de la profondeur de la crise. La stratégie de Sarkozy ne s'inscrit pas dans le bipartisme. Il veut créer les conditions politiques dans le cadre de la crise de perpétuer la domination de classe de la bourgeoisie française. Seule, dans toutes ses nuances, la proposition de d'offre politique nationale de notre Parti peut permettre de sortir la gauche des ornières du renoncement social ou institutionnel.

Pasquale Noizet - Paris

Enjeux de la période électorale : reconnaissance des propositions communistes et des dispositions d'union de la gauche. Avancer des propositions concrètes en phase avec la demande sociale. Réforme des collectivités territoriales : atteinte à la démocratie et manœuvre pour éloigner les citoyens de leurs élus de proximité, pour mener sans contrôle une politique libérale supranationale dictée par les cadres institutionnels de l'Union européenne. Le mode de scrutin uninominal à un tour préconisé élimine les élus de notre parti. Il est de notre responsabilité d'in-

terpeller sur cette réforme des collectivités les citoyens et de réclamer un référendum.

Nicolas Marchand Val-de-Marne

Notre appel pour un Front de gauche élargi doit être bien plus précis sur le contenu, avec la cohérence originale du PCF sur les moyens financiers et les pouvoirs, sans lesquels des promesses sociales sont du vent. L'enjeu de cette exigence de contenu, c'est la politique de majorités régionales ; c'est aussi le besoin d'un projet transformateur à la présidentielle, donc d'un candidat communiste. Pour ne pas être piégés par l'illusion d'une union anti-Sarkozy au contenu vague, il faut ancrer le rassemblement sur des propositions de « rupture » précises comme des fonds publics régionaux pour l'emploi et la formation, premier pas vers un nouveau crédit sélectif. Notre texte doit être modifié dans ce sens.

Marie-Pierre Vieu Hautes Pyrénées

Le choix d'un Front de gauche élargi est le plus efficace pour la gauche. Nos bilans montrent qu'imposer des marges de manœuvre pour résister à la droite et au libéralisme implique aussi de modifier les rapports de force à gauche, d'aller à la confrontation projet contre projet. C'est encore ainsi que nous mettrons en échec les tentatives de recomposition au centre. Nos propositions doivent être mieux nourries ; elles crédibiliseront notre démarche. Affichons très clairement notre ambition de travailler à l'échelle de la gauche, sinon nous perdrons l'actif des européennes. Avançons dans l'ancrage populaire de notre Front en rendant largement publique notre offre et ciblant des catégories particulières, notamment les syndicalistes et intellectuels.

Denis Durand - Paris

Les décisions du G20 et des gouvernements aggravent les risques qui pèsent sur l'économie. L'alternative : réduire le degré global de risque en commençant par la sécurisation de l'emploi. Les régions ont des moyens limités mais réels d'y contribuer avec des fonds pour l'emploi et la formation, liés à la constitution d'un pôle financier public, d'une politique monétaire européenne soutenant sélectivement les investissements favorables à la sécurisation des emplois et du développement des territoires, et à un nouvel ordre monétaire mondial. L'électorat populaire peut trouver un sens à la bataille des régionales si le PCF s'engage pour qu'elle réponde à ces attentes qui s'expriment dans les luttes. Les militants communistes ont la force de réussir.

Françoise Fiter Pyrénées-Orientales

L'offre politique proposée répond à nos attentes et à celles exprimées dans les débats de mon département. Elle se situe dans le cadre des décisions de congrès et s'est enrichie de l'expérience des européennes. Les luttes sociales butent sur le manque de perspectives, redonner de l'espoir est vital. Dans un contexte bien différent de 2004, les régionales sont une occasion à ne pas rater de faire franchir une étape importante au Front de gauche et de clarifier la situation à gauche. Une alliance au 1^{er} tour avec le PS détournerait de nous ceux qui nous regardent à nouveau et ne nous aiderait pas dans nos ambitions de transformation sociale.

Yves Dimicoli - Paris

OK pour un Front de gauche élargi « sans exclusive », mais avec des contenus précis. Le principal : la bataille d'idées et l'action. Ne pas refouler nos

propositions au prétexte que, pour rassembler, il faut se mettre d'accord, au préalable, avec d'autres sur des contenus à minima. Pour les élections régionales visons une cohérence commune, par-delà les diversités locales, sur trois dimensions : 1) Les services publics, y compris celui de l'emploi-formation ou de l'environnement ; 2) Des fonds publics régionaux pour un nouveau crédit sélectif vers un pôle financier public, une réorientation de la BCE, une monnaie commune mondiale ; 3) de nouveaux pouvoirs pour les salariés et citoyens dans les entreprises et les collectivités.

Floriane Benoit - Isère

La politique d'alliances sous forme de fronts amène à s'interroger sur le risque de dilution de l'identité communiste. Il y aura 90 ans, en 2010, le PCF naissant de la volonté de rompre avec le réformisme. Cet anniversaire doit être un moment public de réflexion théorique, historique, critique. Une occasion de s'adresser à tous ceux pour qui le PCF symbolise la défense de ceux qui subissent l'exploitation capitaliste et de revivifier la fraternité entre tous ceux qui partagent des convictions, un engagement, un idéal.

Jean-François Téaldi Hauts-de-Seine

Projet, démarche se discutent ici, dans les assemblées communistes en région et pas dans la presse. Des responsables ou élus jettent le trouble sur des alliances possibles dès le 1^{er} tour avec le PS ; se déclarent candidats (pas seulement au PG) pour conduire des listes sans débat avec les adhérents concernés ; un maire déclare que nous n'avons pas de stratégie, propose de travailler avec les Verts à un autre projet que celui travaillé avec le Front de gauche lors des ateliers.

LA DISCUSSION

Assez de ce mépris de la démocratie dans le Parti. Oui à une orientation nationale, sans dérogation régionale, quant au choix stratégique pour construire le projet en rupture avec l'aménagement régional du capitalisme, avec le Front de gauche élargi au mouvement social, conditions pour battre la droite.

Danielle Lebaill - Rhône

La votation citoyenne a démontré la capacité de notre peuple à se mobiliser quand l'objectif est clair, le rassemblement large. Nos ateliers ont montré la disponibilité du mouvement social à participer de la recherche d'une alternative crédible. Notre proposition, inscrite dans la situation politique actuelle, doit se construire avec cette dynamique. Affirmons que le Front de gauche veut faire gagner la gauche clairement à gauche; des élus en grand nombre jusque dans les exécutifs sont indispensables. Ce Front atteindra son objectif si le mouvement social s'en empare et si le projet est clair, audacieux et affirme des ruptures.

Vincent Bony - Loire

Dans notre réflexion, le bilan est un angle mort. L'offre politique nationale repose sur le débat national, mais où est le bilan du PCF, de sa participation à des majorités régionales de gauche ou de sa non-participation? Où est l'évaluation du rôle de nos élus? Peut-on bâtir un projet et un rassemblement en faisant l'impasse sur le bilan? Dire cela n'implique pas un choix de stratégie mais invite à élever la qualité de notre intervention. Ne restons pas engoncés dans les têtes d'état-majors. Dans l'actualité intervenons contre le fatalisme que vivent les salariés comme à Siemens ou Mavilor pour porter des réponses à leurs exigences. Construisons à partir du réel le rassemblement le plus large.

Liliane Cassan - Ariège

Pour beaucoup de camarades ariégeois, pour battre la droite, urgence d'une alternative, nécessité de poursuivre et d'élargir le Front de gauche avec un programme clair. Utilité des élus communistes. Souhait d'une cohérence nationale. Je pense que construire un programme avec des partenaires qui partagent notre vision de l'Europe est réalisable. Avoir des élus est utile, pas au prix de la confiance de nos électeurs (et abstentionnistes), (nos scores baissent, le poids de nos idées aussi). Je partage cette offre qui est sans ambiguïté. Le Front de gauche est l'occasion d'affirmer nos propositions formatrices et d'établir un rapport de force qui permettra d'avoir des élus sur une base claire.

Jean-Louis Bousquet Hérault

La politique menée dans les régions n'a été possible que par le levier de la fiscalité. Et si on veut poursuivre dans les cadres imposés,

il faudra (en tout cas en Languedoc-Roussillon) redoubler les prélèvements fiscaux. Cela implique de mettre les régions en situation de rupture, avec confrontation avec les politiques libérales. Ensuite, je tiens à dire que j'ai apprécié positivement les déclarations de Marie-George Buffet sur Georges Frêche qui nous pose un problème régional et national, que ce soit au premier ou au second tour.

Martine Perez - Aveyron

Partir des décisions du 34^e Congrès pour définir notre stratégie pour les régionales. Coélaborer notre projet et éviter les faux débats. Garder nos élus, mais pas à n'importe quel prix. Ne pas être qu'une caution de gauche à la sociale-démocratie et n'exister qu'à travers nos élus. Populariser notre démarche d'ouverture et de construction d'un projet sur des contenus en rupture avec les orientations libérales de la droite. Etre à la hauteur des attentes des gens qui souffrent en créant une alternative crédible vraiment de gauche. Continuer et approfondir le Front de gauche.

Eric Corbeaux - Nord

L'emploi, la relocalisation de nos industries, le maintien des services publics dans nos régions seront au cœur de élections de mars. Nous sommes face à une crise qui frappe durement et brutalement notre peuple. L'action des élus sortants n'est pas mise en cause mais je pense que ce n'est pas sur le passé, sur les bilans que l'on gagnera les élections mais sur un projet dans l'action et avec des propositions radicales et rassembleuses. Etre présent au premier tour, avec une offre de rassemblement d'un Front de gauche plus populaire, plus large, c'est travailler comme Parti à donner une perspective politique et un souffle aux luttes, en ayant l'ambition de regagner un électorat dans la classe ouvrière. Et il y a du potentiel!

Cendrine Berger Val-d'Oise

Je partage ce texte, offre politique nationale avec pour philosophie l'élargissement du rassemblement. Pour la mise en œuvre de celui-ci, n'attendons pas les réunions nationales trop étroites: les divergences ne sont pas insurmontables et ne justifient pas de ne pas partir ensemble. Méfions-nous de trouver plus de défauts à la gauche alternative et exiger plus d'elle que nous ne le ferions pour le PS. Saisissons l'opportunité de réduire le fossé entre la colère sociale et la vie politique. Confrontons notre projet dans un cadre large et ayons pour objectif la construction d'un rapport de force à gauche, et offrons une alternative crédible aux politiques libérales de droite comme de gauche.

Gérard Lahellec Côtes-d'Armor

A l'appui des bilans, le travail est engagé sur les contenus transformateurs à mettre en œuvre en vue des prochaines régionales, car les bilans valent avant tout par la capacité qu'ils traduisent pour peser sur le cours des choses. En matière de stratégie, dans l'offre qui nous est proposée, nous sommes positionnés sur une dominante: « Front de gauche dans toutes les régions au premier tour », par opposition à l'union avec le Parti socialiste. Nous pouvons préfigurer une position de démarche cohérente, ne figeant pas les choses du point de vue des alliances mais donnant le sens de l'objectif politique. L'objectif peut être le même partout mais les conditions pour l'atteindre peuvent être différentes.

Laurence Cohen Val-de-Marne

Rassemblement et projet sont indissociables. Quelles conditions réunir pour un Front de gauche élargi? Dix millions de gens ont participé à une action ces derniers mois, le plus souvent dans un cadre unitaire (cf. La Poste). Comment en nourrir notre projet politique? Quel apport des ateliers? A Ivry, pari tenu, participation, intérêt des thèmes abordés, mais aucune confrontation politique. L'élargissement du rassemblement ne peut se faire que sur l'ambition du projet. Quelle est la contribution communiste? Des ateliers doivent sortir des axes de luttes et des propositions (par ex., les services publics, la démocratie: pas seulement comme réponses immédiates aux coups portés, mais au cœur de toute transformation sociale).

Fabien Roussel - Nord

Le texte qui nous est proposé parle trop d'alliances et de rapports avec d'autres forces politiques, jusqu'à décrire la manière dont nous pouvons composer les listes et partager les têtes de liste avec d'autres forces. Cela fait très « accord de sommet » et trop cuisine politicienne. C'est bien loin des préoccupations des gens. Affirmons notre volonté de construire dès le premier tour des listes de très large rassemblement, mais mettons surtout l'accent sur les idées, les contenus que le PCF doit porter dans cette période. Mettons en avant l'originalité communiste dans ce paysage politique éclaté.

Martine Croquette Haute-Garonne

Le projet et les contenus doivent être au cœur de notre démarche avec le Front de gauche sans exclusive en terme de partenaire, sinon nous serons dans des montages politiques. S'agissant du contenu, un élément majeur de nos propositions, il faut désormais que soit possible et inscrite au règlement intérieur des institutions régionales l'intervention des partenaires sociaux au niveau de leur information,

mais également comme élément d'expertise en amont des décisions en matière de distribution des fonds publics aux entreprises.

Amandine Carrazoni Aude

Il est important que notre offre politique conserve son ambition d'avoir un maximum d'élus communistes, progressistes, du Front de gauche. Ils seront autant d'appuis pour faire vivre notre projet. Ce projet doit être travaillé à partir des bilans, mais aussi des points à améliorer pour une véritable alternative à la droite. Notre direction pourrait travailler à une charte plus précise pour nourrir le débat des régionales en lien avec l'ANECR. Cette charte plus détaillée serait utile à la démarche du Front de gauche.

Elisabeth Gauthier Essonne

Construire de véritables processus de rassemblement suppose de tout baser sur la démocratie, la transparence, la participation. Tous les éléments doivent être mis sur la table, les enjeux de contenus, mais aussi les problèmes liés aux alliances, à l'unité, aux divergences et contradictions entre les forces de gauche. Chaque citoyen qui le souhaite doit pouvoir s'approprier ces questions qui doivent aussi faire l'objet des initiatives publiques de type ateliers. Il faudrait savoir construire publiquement le sens global de notre démarche politique, et discuter comment devenir majoritaire sur la base de contenus et pratiques de gauche.

Gérald Briant - Paris

Nous sommes dans une crise profonde de la gauche. L'offre politique proposée du Front de gauche est une réponse à cette crise. Pour que la gauche gagne en 2010 puis en 2012, cela passe par un rééquilibrage. L'élection à deux tours le permet. Il nous faut défendre cette cohérence, la gagner dans l'opinion, sachant que rien ne sera simple. En témoignage le ralliement annoncé de Robert Hue à la liste socialiste en Ile-de-France.

Fabienne Haloui Vaucluse

La recomposition politique s'accélère, l'objectif des forces dominantes: rayer la gauche alternative du champ politique institutionnel. Un Front de gauche élargi doit, dès le 1^{er} tour, sur un projet de transformation sociale, donner de la force à une ambition majoritaire: offrir une construction politique nouvelle porteuse d'espoir, point d'appui pour les luttes, centre de gravité pour garder le cap à gauche, condition de l'élargissement du rempart contre la droite au 2^e tour, de la victoire des forces de gauche sur le contenu le plus transformateur possible.

Robert Injey Alpes-Maritimes

Un point positif des ateliers, c'est le bon accueil rencontré auprès de la centaine de personnalités que nous avons sollicitées. Notre démarche est appréciée et même attendue, par beaucoup d'acteurs du mouvement social et associatif. Le défi aujourd'hui c'est de ne pas décevoir cette attente. Et au-delà du bilan positif de l'action de nos élus, il faut franchir un pas important pour faire des régions des pôles de résistances aux logiques libérales qui frappent de plein fouet nos concitoyens. Et remobiliser celles et ceux qui souffrent le plus de la crise mais s'abstiennent, ne sera possible que si l'ambition politique que nous portons, en terme de contenu et de rassemblement, leur apparaîtra utile pour changer leur quotidien.

Karine Jarry - Marne

La question des bilans est en soi une question politique, y compris dans ce Conseil national. Dire que nous n'aurions fait qu'accompagner des logiques libérales des choix nationaux me paraît erroné. Lycées, transports, notamment, nous avons été initiateurs de batailles à l'exemple des personnels Toss ou en Champagne-Ardenne. Un plan de dépréciation est mis en œuvre, apprécié par les organisations syndicales, les agents concernés. Cela pose la question de l'utilité ou non d'élus communistes. Il serait fort utile que nous ayons un véritable travail politique sur le rôle des collectivités, et pas seulement à la veille d'échéances électorales.

Michèle Carmouse Charente-Maritime

Nous assistons à une véritable caricature de l'action des élus communistes. Je me sens agressive en tant qu'élue régionale lorsque j'entends le discours sur la politique du TER. Notre région Poitou-Charentes a fait des avancées importantes en matière de transport ferroviaire. Si en tant qu'élue je combats la privatisation rampante de la SNCF (fret, TGV, TER), je constate que le Conseil national n'a jamais lancé le débat sur ce sujet de société. Lorsque le Parti engagera une réflexion sur le communisme et la transformation sociale, il n'y aura plus (je l'espère) de débat de ce niveau.

Gilles Ravache Haute-Savoie

Nous ne gagnerons la bataille contre l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire voyageurs qu'avec un maximum d'élus associés aux luttes sociales. Les régions sont directement concernées avec les Transports Express Régionaux. En Rhône-Alpes, le PS, comme les Verts refusent de se prononcer, nous venons de le vérifier au Conseil régional. Pour autant, notre objectif est de faire évoluer le rapport de force avec davantage d'élus et plus de luttes sociales. Nous n'avons qu'un débat: quel

est le meilleur chemin pour y parvenir?

Jean-Paul Salon Dordogne

Front de gauche, oui. A condition de ne pas se limiter à la petite gauche mais d'avoir une démarche pour construire, à partir du contenu, son élargissement pour que l'ensemble de la gauche soit majoritaire. Le Front de gauche a été porteur d'espoir mais il peut être porteur de limites, s'il ne s'adresse pas à l'ensemble de la gauche et s'il n'apparaît pas comme ayant une vocation majoritaire. Pour cela, il faut s'adresser à toute la gauche, être rassembleur et porter de contenus transformateurs précis de façon à les mettre concrètement en œuvre.

Gérard Mazet - Paris

En effet, le bilan des régions sur les transports est positif. En quelques années, le nombre d'usagers a augmenté de 40 % et l'offre de 20 %. C'est le fruit, bien entendu, des luttes, mais aussi de l'action des 13 vice-présidents communistes en responsabilité dans ce domaine. Pour autant, mesurons le service public, la toute récente loi sur la régulation ferroviaire, l'attitude de la SNCF avec sa filiale Keolis modifient la donne. Il faut en tenir compte dans nos propositions et les batailles politiques à venir. Ils devront être d'un tout autre niveau si nous voulons poursuivre et amplifier ce que nous avons engagé.

Eric Jalade - Tarn

Si nous avons ce débat et ces oppositions aujourd'hui, c'est bien parce que dans « l'offre politique » qui nous est proposée, la stratégie prend le pas sur les contenus. Besoin d'un vrai bilan des élus communistes sortants et aussi d'une cohérence nationale (par exemple, sur les transports, l'exigence d'un service public réunifié, d'une SNCF incluant RFF) qui aidera et les élus et tout le Parti. Soyons attentifs aux tentatives de recomposition politique qui nous visent aussi directement (voir les déclarations de Mélenchon dans l'Huma de vendredi).

Yves Dimicoli - Paris

Pas d'accord avec J.-P. Salon. Nos Fonds régionaux recueilleraient une partie des aides régionales aux entreprises, aujourd'hui saupoudrées et versées à l'appui des exigences de rentabilité. Ils prendraient en charge tout ou partie des intérêts du crédit à l'investissement selon le nombre et la qualité des emplois et des formations programmées. La prise que cela permettrait sur le crédit des banques commencerait à changer sa sélectivité, au service des luttes et des projets d'emploi et de formation, et aiderait les luttes pour l'emploi à bousculer et changer les gestions d'entreprises sur le territoire.

LA DISCUSSION

Pierre Mathieu - Aube

Dans les régions une bataille politique importante a été menée en relation avec les usagers, les cheminots, les syndicats. Les résultats sont là ! De nouveaux défis aussi ! Il y a besoin de cohérence et d'une bataille nationale forte sur ces questions. L'ouverture à la concurrence dans le TER n'est possible que si la législation actuelle qui oblige au recours à la SNCF est dynamisée. Quel positionnement et quel engagement des listes à construire pour répondre à cela. Si malheureusement la droite faisait sauter ce verrou, quel engagement précis de ne pas faire appel au privé. Je suis d'avis de tenir compte des réponses qui seront apportées pour se déterminer en fonction donc des réalités politiques et territoriales.

Jean-Marc Coppola Bouches-du-Rhône

J'entends et approuve la proposition des Fonds régionaux, mais je rappelle que le budget des régions ne représente que 5 % de la fiscalité locale. Autant dire que les avancées de ces 12 dernières années est le résultat de beaucoup d'actions politiques. En PACA, le budget de la région est à peine supérieur à celui des hôpitaux de Marseille ; aussi nous ne pourrions pas engager de politiques audacieuses sans une réforme globale de la fiscalité. Prenons Sarkozy dans sa contradiction, candidat en 2007 il prônait un Grenelle sur la fiscalité, depuis il a renforcé les injustices fiscales. Engageons une confrontation publique sur ce sujet.

Jean-François Téaldi Hauts-de-Seine

Avec le copain qui a dit : « dans ma région on estime avoir un bilan positif sur la politique de transport, mais les cheminots n'ont pas la même appréciation », on est au cœur du débat. Nul ne conteste l'action des vice-présidents communistes aux transports, notamment sur les TER. Mais pourquoi les cheminots pensent le contraire ? Est-ce qu'on fait le bilan de gestion entre communistes ou avec tous les salariés du champ concerné ? Est-ce qu'on bâtit les propositions avec les salariés et les populations, ou sans eux, entre nous ? De la réponse dépend notre crédibilité.

Brigitte Dionnet Seine-Saint-Denis

Nous devons effectuer un choix utile au peuple, à la gauche, à notre influence. Pour gagner. Les conditions politiques sont différentes qu'en 2004. L'expérience des municipales autant que la forte abstention populaire depuis montrent que pour battre la droite il faut mobiliser l'électorat à gauche. Un Front de gauche au périmètre le plus large possible au premier tour permettra de mobiliser sur des projets mobilisateurs et créateurs de changement pour la vie des gens et ainsi construire des majorités de gauche à gauche. Nous avons la

responsabilité de proposer ce chemin pour battre la droite et surtout nous battre pour le faire réussir.

Louis Mazuy - Nord

N'oublions pas le message des suicides au travail. Transformer les rapports sociaux ne se limite pas au partage des richesses et à l'utilisation de l'argent pour une croissance utile. C'est révolutionner les pouvoirs dans le travail et la société, et le rapport individu-collectif. Le défi des finances publiques locales appelle un lien étroit entre l'intervention citoyenne et notre implication dans les institutions. A Maubeuge, la crédibilité du PCF grandit car nous sommes combattifs pour que l'Etat réduise la dette de la ville. Le PS et le maire dénoncent avec nous le transfert des charges par l'Etat, mais sans envisager que la mobilisation citoyenne puisse changer la donne. Faire bouger la gauche se jouera en partie par notre influence à l'élection régionale.

Dominique Satge Haute-Garonne

Contradiction majeure : notre volonté affichée de nous déterminer sur les contenus et le fait de choisir a priori nos alliances. Seule cohérence nationale sur laquelle le CN doit se prononcer : celle du projet régional. Nécessité de préciser les mesures incontournables à nos yeux et en faire des conditions pour nos alliances. Sans bataille idéologique sur contenus, en lien avec mouvement social, aucune solution miracle stratégique pour créer une vraie dynamique de rassemblement majoritaire. La question du projet ne se règlera pas à la sauvette entre les 2 tours. Besoin d'une politique régionale de rupture avec le libéralisme sans renoncer, a priori, à faire bouger l'ensemble de la gauche.

Patrice Bessac - Paris

Les problèmes sont à notre droite et à notre « gauche ». 1) L'écocapitalisme est l'une des lignes de crête du combat idéologique. Europe Ecologie et Cohn-Bendit, qui est l'homme de cette offensive du capital, peuvent devenir les moteurs de la recomposition. Il faut les mettre en échec. 2) L'antisocialisme primaire peut comme l'antisarkozisme primaire nous mener à des rassemblements sans queue ni tête. Notre but est de faire avancer des idées et un rapport de force. 3) Transiger avec la ligne du NPA, c'est donner un coup d'accélérateur à la recomposition et à Sarkozy. Nous luttons pour créer les conditions d'une politique nouvelle à gauche. 4) Il y aura un « avant » et un « après » régionales. Je me refuse à jeter l'anathème sur tel ou tel positionnement. Les communistes sont souverains.

Michel Ceruti Lot-et-Garonne

Nous attendons toujours le bilan national de l'apport des élus communistes dans les régions.

Qu'est-ce que l'on a pu éviter ? Qu'est-ce que l'on a obtenu dans la mandature et aujourd'hui quels axes concrets en région le PCF propose qui correspondent à ce que nous appelons « des régions en résistance à la politique du pouvoir sarkozyste en répondant aux besoins des habitants ? » Aussi je propose des forums à l'ensemble du mouvement social (29 janvier, 19 mars, votation citoyenne) et aux forces de gauche avec le Front de gauche pour se déterminer à partir du contenu sur le périmètre du rassemblement. Ne nous laissons pas entraîner dans la petite gauche.

Anne Jollet - Paris

Enseignante, je veux rappeler le profond désarroi de la jeunesse aujourd'hui, face à une réalité sociale qui la malmène particulièrement (pauvreté, perspectives d'emploi...). La révolte est là. Le besoin de changement politique aussi, mais associé à beaucoup de méfiance. Le PS a soutenu les réformes de l'université, des lycées contre lesquelles les jeunes se sont massivement mobilisés. Les jeunes veulent l'unité mais ils la veulent sur la base des luttes commune. Le Front de gauche a ouvert un espoir d'alternative. Il faut l'amplifier sous peine de fermer l'entrée en politique à gauche de la jeunesse mobilisée. Du possible a été créé, les régionales doivent le redéployer au niveau de toutes les régions.

Eric Lebour - Finistère

Sans lister les coups et les attaques du gouvernement et du Medef, nous sommes face à une droite très offensive avec des conséquences importantes pour la population qui voit s'aggraver ses conditions de vie. Notre ambition est claire : travailler à un projet utile aux gens, au monde du travail. Il ne faut pas figer les choses et c'est bien à partir des contenus que doit se construire le rassemblement. C'est aux camarades que doit revenir la décision. Parce que ce qui compte, c'est bien d'être utile à la population. Débattre au-delà du Parti et à partir d'un contenu progressiste décider le rassemblement. Inverser l'ordre des choses risque de créer des frustrations.

Elisabeth Gauthier Essonne

A Corbeil, le remodelage par la droite s'accompagne d'actions rendant la population socialement et politiquement dépendante. Y compris avec des systèmes mafieux. Il nous a été plus facile d'obtenir le soutien majoritaire de populations plus stabilisées que des plus fragilisées. Notre construction a permis non pas de forger un cartel d'organisations, mais une dynamique de rassemblement rendant possibles des luttes politiques qui, sans l'attitude négative du PS au second tour, auraient permis de gagner. Transparence à chaque étape, fut la condition indispensable pour rendre possibles mobilisations. Forte demande de comprendre le fond des divergences à gauche, pour ne pas

subir mais pouvoir intervenir.

Pascal Salvoldelli Val-de-Marne

Les exigences de changements, de ruptures existent à gauche, dans l'abstention, mais aussi à droite. Les victimes du capitalisme sont trop exclues de l'action collective et politique. Se battre contre toutes les réformes est une évidence. C'est vrai de la réforme territoriale, réforme de société, de classe. Ses objectifs : rendre « marchand » ce qui est action publique et associative, confisquer la souveraineté et les capacités de résistance du peuple. L'activité des élus, les bilans, l'enjeu des choix de gestion, les territoires..., c'est important. N'avons-nous pas, Parti, élus, populations, à travailler à de nouvelles institutions pour la transformation sociale - pour sortir de la crise du capitalisme - de nouveaux services publics nationaux et locaux.

Martine Gayraud - Gard

Dans le Gard, les communistes souhaitent majoritairement poursuivre l'expérience Front de gauche, ils souhaitent une « offre » cohérente et claire. Nous avons des obstacles à lever sur l'élargissement et sur les contenus, l'offre que nous allons décider peut nous y aider. N'opposons pas bilan et offre mais voyons bien qu'il se confronte aux rapports de force, à la politique menée par Sarkozy, à la crise. Dans notre région nous n'avons pas que des problèmes de forme mais aussi de fond avec le président sortant. Je prendrai un exemple, la mise en place de la commission économique « Constantin » qui exclut les représentants des salariés et des associations familiales et dont le 1^{er} rapport a pour titre « libérer l'initiative privée ».

Daniel Cirera Seine-Saint-Denis

La force du besoin populaire de changement et d'unité face à la crise et à la droite appelle et permet un rassemblement majoritaire à gauche, pour les élections régionales, à partir des exigences portées par le mouvement social. L'offre politique proposée consacre une conception du Front de gauche qui divise a priori dans une logique de gauche de la gauche. La stratégie proposée ne conduit-elle pas de fait à substituer le Front de gauche au PCF dans le champ politique et les élections, y compris la présidentielle de 2012 ?

Patrice Bessac - Paris

Je veux réagir aux propos de Daniel Cirera. Non, la décision de construire un « Front de gauche » pour les élections régionales ne préfigure en rien l'effacement du PCF à l'élection présidentielle. Pour ma part, je pense même rigoureusement le contraire !

Marie-Luce Nemo Seine-et-Marne

L'enjeu est bien de faire des régions des pôles de résistance concrets. La « tentation du Modem » qui habite PS comme Verts n'allant pas dans ce sens, il faut tout faire pour créer au premier tour un rapport de forces qui s'y oppose. Cela passe par un réel élargissement du Front de gauche, ce qui nécessite notamment d'acter les évolutions du NPA, quand il y en a, et d'intégrer de nouveaux partenaires (FASE, etc.). La dynamique très motivante créée aux européennes à prolonger aux régionales a vocation à se poursuivre, notamment aux cantonales de 2011, pour faire aussi des conseils généraux des pôles de résistance, en gagnant des cantons, reprenant, conservant, consolidant des départements.

Pierre Dharreville - Bouches-du-Rhône

Face aux enjeux, nous voulons pousser plus loin l'action de la gauche en régions, travailler à faire grandir une alternative dans un contexte de recomposition. C'est un nouveau rassemblement populaire qu'il faut construire en s'appuyant sur ce que nous avons fait pour le Front de gauche pour changer d'Europe. Une réflexion doit s'engager pour déterminer si les conditions sont réunies pour mettre en œuvre le rassemblement que nous voulons. Il faut évaluer ensemble les obstacles et notre capacité à les surmonter. Il faut dire quelle campagne nous voulons. Une campagne qui porte la perspective d'unir toute la gauche. Ouvrons les chantiers des projets régionaux, faisons un levier de la bataille sur les institutions.

Annie Mazet - Drôme

Avec le Front de gauche nous avons commencé de créer un début d'espoir avec une démarche et une ambition forte. Notre proposition d'une alternative et d'un rassemblement majoritaire à gauche rend crédible et novatrice l'offre nationale que nous souhaitons adresser à tous les électeurs, toutes les composantes de gauche. Il y a un réel danger avec l'abstention sur ces régionales, sachons repartir des aspirations et des batailles populaires comme le maintien et l'amélioration des services publics. Créons les rapports de force nécessaires. Nous avons besoin d'un parti utile et unitaire sur un projet clair, reconnu, en rupture avec le libéralisme.

Bernard Calabuig - Bouches-du-Rhône

Il nous est proposé une offre politique claire dans la formulation du choix, claire dans le caractère national. Il faut à présent un vote des communistes aussi clair. C'est la raison pour laquelle je propose que l'offre politique nationale soit accompagnée d'un bulletin de vote national. Ce n'est pas la question du travail des élus communistes dans les

conseils régionaux qui est en cause lorsque nous parlons des bilans, c'est la question des rapports de force politiques électoraux. On ne pèse pas pareil lorsqu'on est élu dans la confrontation et lorsqu'on est élu par la négociation.

Dominique Negri - Isère

L'« offre » est déconnectée de la lutte des classes. Elle reste dans une stratégie d'appareil. L'urgence : gagner de premières ruptures, construire les convergences. La bataille de La Poste montre une volonté majoritaire de défendre le service public. Notre responsabilité, d'abord avec les postiers : porter les objectifs et les contenus pour faire reculer le pouvoir : retrait du projet de loi, rejet de l'application des directives de mise en concurrence. Non de renvoyer vers un référendum illusoire qui gomme les enjeux immédiats. Les régionales devraient être l'occasion (ex. : sur les transports et l'UE) de retrouver la dynamique du NON de 2005. Donc besoin de listes PCF ouvertes sur le mouvement social.

Alain Bolla - Var

La gravité de la crise du système impose au capitalisme de transformer profondément la société. Le caractériser dans l'offre nationale est indispensable. Cohérence nationale et traductions locales sur réindustrialisation, pôle public financier, fonds nationaux et régionaux, droits nouveaux, démocratie, nouveau mode de développement doivent y être inscrits. Projet anticapitaliste et rassemblement vont de pair pour gagner de la lisibilité, de la crédibilité pour donner de la dynamique aux luttes concrètes et gagner des majorités de gauche. Les enjeux posent la question du développement des luttes sociales et politiques et celle de l'influence du PCF.

Fabienne Pourre Val-de-Marne

« Pour faire de grandes choses il ne faut pas être un si grand génie, il ne faut pas être au-dessus des hommes, il faut être avec eux ». Entendons l'appel à l'unité et au rassemblement de toute la gauche face à la droite qui vient des couches populaires, des abstentionnistes. Pourquoi a priori décider impossible des projets ambitieux avec le PS. Pourquoi ne pas proposer des comptes rendus de bilan publics pour, avec les intéressés, construire les projets. Le Front de gauche propose de travailler l'espace de division de la gauche en excluant de travailler avec le PS. Je ne me résoudrai jamais, comme communiste, à abandonner le rassemblement de toute la gauche. C'est là l'utilité du PCF dans la crise actuelle.

Olivier Dartigolles Pyrénées-Atlantiques

Je réagis car on ne peut pas raconter n'importe quoi. 1) Il est ridicule d'opposer les membres de notre direction, élus dans une

LA DISCUSSION

majorité de gauche, avec les autres. 2) Nous « n'abandonnons » pas les couches populaires, bien au contraire, notre proposition s'adresse prioritairement à toutes celles et ceux qui désespèrent de la gauche. 3) Une nouvelle fois, notre ambition n'est pas celle d'une gauche éclatée, de « deux gauches » pour reprendre la formule, mais d'un rassemblement de gauche à vocation majoritaire. Discutons-en et évitons les faux débats.

Jean-Vincent Kuster Hauts-de-Seine

D'abord, satisfaction du recul de Jean Sarkozy, mais cette victoire en appelle une autre : celle de la maîtrise par la population de l'aménagement de l'ouest parisien. Dans un contexte où la gauche peine à avoir un projet crédible et opérationnel dans l'immédiat, il nous faut matérialiser notre ambition par des combats exemplaires (services publics, pôle public bancaire...). Enfin, contre le brouillage, il nous faut une stratégie nationale, visible car compréhensible et cohérente avec nos ambitions et rassembleuses. Ne donnons pas la possibilité de faire émerger des listes identifiées comme Front de gauche sans le PCF.

Anne Lafaurie Val-de-Marne

Accord avec la proposition pour les régionales, pour amplifier ce que nous avons commencé aux européennes et à annoncer plus largement et populaire. Cela nécessite de valoriser dans « l'offre » des contenus neufs sur les préoccupations populaires rendant visible un rôle nouveau des régions pour gagner des réponses aux besoins sociaux. L'emploi, l'industrie (importance de la manifestation du 22 octobre) appellent des dispositions tels les Fonds régionaux pour un crédit sélectif; besoin d'en discuter visiblement au Conseil national aussi. Le débat large sur ces contenus précis peut nous permettre de rassembler notamment les acteurs des luttes. Donc les porter largement.

Hervé Bramy Seine-Saint-Denis

La crise écologique est prégnante, en témoignent les enjeux du réchauffement climatique. Il faut élever le niveau des consciences citoyennes pour peser sur les négociations de Copenhague et apporter une forte contribution sur les contenus de rassemblement à gauche pour une alternative. Lors de l'atelier, des divergences se sont exprimées mais de très nombreuses convergences permettent d'envisager une dynamique de conquête aux régionales avec nos partenaires du Front de gauche et les forces vives, si ce travail se poursuit. Nous devons faire des questions environnementales un des enjeux de société et électoral des élections régionales. Je suis pour l'offre politique nationale proposée.

Fabienne Debeauvais Somme

Pour rassembler communistes, syndicats et citoyens nous devons avoir un projet communiste régional et national anticapitaliste. Une activité au quotidien pour renforcer notre parti, créer un rapport de force dans les luttes contre la privatisation et les licenciements et pas seulement avoir une liste rassemblant divers partis qui réglerait l'absentéisme. Nos élus doivent rester au service du Parti, en lien avec celui-ci et non des électrons libres préservant leur place. Donnons-nous les moyens avec l'ensemble des communistes d'une transformation de la société en faisant connaître nos orientations politiques.

Yannick Monnet - Allier

Offre politique intéressante : permet de construire des alternatives et affirme qu'il faut battre la droite même si débat pas fini à gauche. Tenir compte des spécificités régionales où PCF n'a pas la même influence. Election ne se fera pas sur enjeux régionaux, en dessous des souffrances sociales, ni sur bilan même si nos élus sont actifs. Peuple à faim de nourriture et de travail. Nécessité d'affirmer notre démarche mais affiner la question des leviers de résistance. Ex. : face aux banques ou pour donner les moyens aux gens de se mobiliser. Majorités à gauche : il y a certes de faux amis mais de vrais électeurs attendant des changements, s'ils votent. Nécessité de prendre le temps du débat avec les communistes avant de voter afin de favoriser leur investissement.

Sylvie Vauvilliers - Loiret

Nous cherchons à avoir la meilleure offre et les meilleurs candidats pour faire le meilleur score. C'est essentiel, mais pour cela il faut faire le travail dès maintenant pour sensibiliser le maximum de citoyens éloignés de la politique qui ne votent plus et les inciter à s'en donner les possibilités en s'inscrivant sur les listes électorales. La réforme territoriale attaque la démocratie et supprimera la proportionnelle dans les futures élections. Il faut le dire clairement. Un matériel national percutant sur ce sujet montrant l'intérêt des élections pour la vie quotidienne des gens est nécessaire pour commencer la campagne immédiatement par l'inscription donnant le droit de vote en mars 2010.

Michel Rica Loire-Atlantique

Au regard du débat que nous avons, l'offre politique paraît difficilement amendable. Nous réduisons l'idée des Fronts progressistes décidés au congrès à un seul Front, celui du Front de gauche. Nous devons resituer le rassemblement, les alliances, les constructions dans le cadre des régionales et pas sur les échéances à venir. Pousser le PS vers la droite ne permettra pas d'élever les contenus et les réponses aux

attentes des milieux populaires. Notre offre devrait reprendre nos 3 propositions du Conseil national de juin. Ne pas laisser la droite reconquérir des positions, créer des majorités véritablement à gauche, renforcer le poids des élus communistes. C'est à partir de ces exigences que dans nos régions, nous devrions choisir la stratégie la plus efficace.

Michelle Leflon Ardennes

1) Accord avec l'offre faite. 2) Préserver l'unité des communistes dans les choix de tactique électorale, toujours difficiles, suppose une grande transparence des débats et décisions qui ne doivent pas être monopolisés par les élus sortants. 3) Programme : faire la place aux questions de santé, non compétence régionale, mais sur lesquelles les conseils régionaux doivent être des lieux de résistance et de propositions face aux agences régionales de santé.

Olivier Geburher Alpes-Maritimes

1) La crise et son développement, son ampleur forment le cœur des débats et des désaccords à gauche. L'Allemagne prépare une déferlante qui doit attirer toute notre attention. Le développement de cette crise exige des solutions politiques de haut niveau; d'où l'implication nécessaire directe de millions de nos concitoyens et concitoyennes. C'est ce niveau qui interdit la conception frigide des deux gauches. Le Front de gauche n'est pas un cartel, c'est un élan. 2) Transformer les pôles de compétitivité en pôles de coopération articulant service public, aménagement du territoire, dynamisation du tissu industriel donc d'une forte recherche publique doit être axe fort de nos propositions.

Gilles Alfonsi Seine-Saint-Denis

Même si elle est tardive, la stratégie nationale proposée énonce clairement le choix de l'élargissement du Front de gauche, autonome du PS. Elle exprime la volonté d'ouverture au mouvement social; elle esquisse la possibilité de la convergence du Front avec d'autres. L'enjeu est de la faire vivre dans toutes les régions. Concernant les candidatures, nous avons la possibilité d'exprimer la diversité comme une richesse, y compris communiste : elles doivent refléter notre choix stratégique. Nous devons rentrer en campagne au plus tôt, tout en articulant les phases de décisions des communistes. En effet, le risque existe que nous ayons une offre politiquement juste, mais sans prise dans l'actualité politique et sociale.

Michel Duberland Gironde

L'argument qu'une grande majorité de camarades sont déjà acquis à l'idée de listes du Front de gauche amplifié mérite réflexion.

Par exemple, nous ne gagnerons pas l'élargissement sur une attitude anti-PS. La possible présence de 4, 5 listes de gauche par région mérite d'être débattue pour vérifier comment cela sera perçu dans l'électorat. L'élargissement du Front pose aussi des questions à traiter pour le réussir jusque dans la finalisation des listes. Nous ne pouvons pas nous mettre en position d'attente du résultat du vote du 21, mais devons porter en interne et publiquement sur notre offre pour, au final, mettre chaque adhérent en situation de tout bien peser avant de se prononcer.

Wilfrid Lunel Ille-et-Vilaine

Face aux coups qui pleuvent, la gauche doit se battre sur tous les fronts. Il faut assumer notre participation aux exécutifs régionaux pour ne pas démissionner vis-à-vis de nos responsabilités. La gauche une nouvelle fois est mise devant ses responsabilités. Quel souffle nouveau donnons-nous à gauche, quel signe renvoyons-nous aux gens qui souffrent de la crise? Nous pouvons empêcher la droite de revenir à la tête des régions pour pouvoir poursuivre et amplifier les politiques progressistes à partir des bilans et des exigences populaires que les citoyens portent dans leurs mobilisations et les salariés dans leur unité syndicale.

Yamina Kraria - Gironde

Je partage l'idée de tenir compte des régions qui pour avoir des élus peuvent choisir un autre choix que Front de gauche au premier tour car : 5 % aux européennes. Sur le bilan, quand il est mauvais on le paie, alors quand il est bon, même avec appréciation critique, ne laissons pas le PS seul en tirer bénéfice. Le lien avec les élus régionaux de gauche et particulièrement des communistes est particulièrement apprécié des syndicalistes. Pour être crédible, la proposition des droits des travailleurs doit poser la question du partage du pouvoir dans l'entreprise entre travailleur et actionnaire.

Cédric Lattuada - Marne

Une précision concernant ce qui a été évoqué par rapport à la Champagne-Ardenne; tout du moins dans la Marne : le débat a été lancé dans le cadre du calendrier décidé nationalement, il se poursuit, jusqu'à la consultation des communistes. Rien n'a été acté et il faut laisser le processus de décision aller jusqu'au bout.

Emmanuel Dang Tran Paris

L'« offre » est à côté de la priorité : la rupture que les luttes appellent. Toujours pareil : une perspective uniquement institutionnelle, 2012. Le « Front de gauche » avec des partenaires petits continue à effacer le PCF. Exemple de l'impasse : aux postiers, à la volonté d'agir des usagers, on répond union dans les institutions avec le PS qui approuve les directives quand Mé-

lenchon renvoie la question de La Poste à 2012! Ile-de-France : Huchon social-libéral avoué. Les élus de la liste de 2004, de type « Front de gauche », ont tout cautionné dans l'exécutif. Je voterai contre « l'offre », pour des listes du PCF sur les positions communistes. Réforme territoriale, clarifier notre rejet de l'Europe des régions.

Marie-George Buffet

L'offre politique proposée n'est pas la simple poursuite du Front de gauche aux européennes. C'est une nouvelle étape. Notre choix de congrès est bien de travailler pour chaque lutte, chaque échéance, à construire des fronts qui permettent de créer des majorités populaires et politiques sur des objectifs permettant de contrer les logiques libérales. Et la formidable mobilisation pour La Poste doit nous faire réfléchir : forces de gauche, syndicats, associations, ensemble nous avons été capables de construire avec d'autres un Front suffisamment fort pour créer une dynamique populaire. Aussi, le terme d'« offre » est important. Nous n'avons pas ici le pouvoir de décider de ce qui va se passer aux régionales. Nous décidons ce week-end qu'elle va être l'offre politique du PCF pour ces élections. Cette offre, c'est un appel que nous adressons à toutes les forces progressistes, à ceux et celles qui se sont engagés dans les luttes et qui ont envie de participer à la construction d'un projet neuf à gauche. Et une fois notre choix arrêté, ce n'est que le début du travail. Dès lundi, quel que soit notre choix de dimanche, il faudra populariser cette offre, en débattre avec les autres forces, poursuivre le travail sur le projet et construire les listes.

Cela fait des années que l'on nous parle de recomposition politique. Et bien nous y sommes. Et elle atteint tous les partis. Nous sommes, moins que d'autres forces, mais nous sommes nous aussi touchés par ce séisme qui traverse toute la gauche. Les gens nous disent : « Rassemblez-vous ! » et « changez durablement les choses ! » Mais, dans l'état actuel de la gauche, ces deux exigences ne sont pas réalisables si l'on ne construit pas une nouvelle dynamique. Eh bien le sens de notre offre, c'est de créer cette dynamique.

Voilà pourquoi parler de deux gauches irréconciliables est une terrible erreur. Voilà pourquoi, loin d'être un cartel, le Front de gauche est un nouvel élan. Voilà pourquoi nous devons à chaque lutte, à chaque échéance, faire des choix qui permettent de changer le rapport de force sur le long terme. En faisant ce choix, nous sommes lucides : l'union est un combat. Nous ne pourrions peut-être pas concrétiser cette offre dans toutes les régions car les conditions ne sont pas partout remplies, et cela n'est bien sûr pas de notre seule responsabilité. Mais, partout, nous engagerons nos forces pour battre la droite et faire bouger les lignes à gauche.

Jusqu'au vote des camarades les 19, 20 et 21 novembre, nous devons prendre le temps d'un débat transparent, qui donne tous les éléments aux communistes. Et, dans le même temps, nous devons être de toutes les luttes. Et être à l'initiative. Sur la réforme des collectivités territoriales, La Poste, le fret ferroviaire, l'industrie, contre la répression syndicale... Car au cœur de ces luttes réside le sens de notre combat pour la démocratie, pour le service public, pour l'emploi et pour le développement durable.

Claude Faizang - Paris

Démocratie dans le Parti? Précipitation! A Paris, aucun compte rendu des élus! Les communistes doivent pouvoir voter pour des listes du PCF ouvertes à ceux qui luttent. Non à des listes derrière le PS incapables de porter une alternative de rupture. Encore moins avec Huchon en Ile-de-France! Industrie : il choisit le canadien Bombardier pour le marché des trains de banlieue contre Alstom. Services publics : il choisit la concurrence et veut dépecer le patrimoine RATP. Non à des listes « Front de gauche » qui effacent le Parti et servent de force d'appoint du PS. Le beau rôle au PG et la moitié des élus gagnés par les communistes : non! Ne pas se présenter des années durant, c'est risquer de disparaître.

Corinne Becourt - Aisne

Vingt régions de gauche : quels points d'appui face à la droite depuis 2004? Picardie : pas de mesure forte, toujours des cadeaux au patronat, de nouvelles taxes. Pourquoi avoir annulé le CN du 26/9 et confisqué le débat? L'« offre » est à sens unique : le Front de gauche dans la suite des collectifs antilibéraux. Combien d'ouvriers ont participé aux « ateliers de la gauche »? N'allons pas inventer le PG où il n'existe pas! Faisons vivre le PCF pour rassembler! En 2004, en Picardie, la liste PCF ouverte a fait le meilleur score : 12 %. Grâce à des positions claires, une campagne de terrain par des militants dont Maxime Gremetz. Il est temps que les 300 communistes de la Somme écartés soient réintégrés dans leurs droits.

Jean-Marc Coppola Bouches-du-Rhône

Les régionales doivent être l'occasion d'une confrontation sur les choix de société. La réforme des collectivités locales qui scelle le détricotage du modèle social français sera le sujet au cœur de la campagne. Le bilan en PACA est honorable, mais l'enjeu est plus important que de poursuivre ce qui s'est fait depuis 12 ans. Je partage l'idée de mettre en débat l'offre politique proposée. Elle tourne le dos à des accords au sommet. Mais nous devons en créer les conditions politiques, c'est-à-dire vérifier qu'elle permet de gagner une majorité de gauche plus forte autour d'un

LA DISCUSSION

projet audacieux. Pour mieux traduire notre ambition, il serait peut-être plus approprié de l'intituler Front régional populaire et citoyen.

Isabelle De Almeida Côte-d'Or

Il y a besoin d'entendre les diversités d'approche dans le Parti pour progresser ensemble. Besoin de s'engager collectivement pour « créer les conditions » pour valider si les conditions existent ou non. Nous avons besoin d'un programme national de propositions régionales. En Bourgogne: la clarté publique sur les alliances avec le Modem n'est pas faite de la part du PS. Il y a besoin de garantie sur ce point, et une demande du conseil départemental de la fédération de la Côte-d'Or, d'une posture nationale sur ce projet et non pas région par région.

Nicolas Garcia Pyrénées-Orientales

Difficile de résumer une intervention en 700 signes. La direction nationale d'un parti comme le nôtre devrait (surtout un samedi soir quand le Conseil national se poursuit dimanche), sur des questions aussi cruciales que celles dont nous débattons aujourd'hui, se donner le temps pour que chaque inscrit au débat ait le même temps pour intervenir et en même temps que le débat interactif, très utile, puisse avoir lieu. Je pense que la seule solution est que le Conseil national décide dès son début d'allonger la séance.

Karine Jarry - Marne

Ne limitons pas notre « offre » politique sur un a priori, au seul contour des européennes. Méfions ce débat public pour construire les projets, les rassemblements, en tenant compte de la diversité des situations dans les régions. Tenir compte de l'expérience acquise et de l'apport des élu-e-s communistes, de leur engagement dans les gestions et dans les territoires avec les populations. Ne gommons pas les avancées obtenues, sans surestimer le rôle des institutions dans les batailles politiques pour construire une alternative à la droite. Nous avons des opinions diverses, sachons être lisibles dans la campagne des régionales, en prise avec les réalités et de nouveaux enjeux (réforme des collectivités, services publics, financements, démocratie).

David Proutt Seine-Saint-Denis

L'un des enjeux des régionales est de savoir si la recherche de nouveau venant contester le bipartisme et l'hégémonie du PS sur la gauche s'exprimera sur une construction de type Europe Ecologie, quitte à conduire à des accords au centre, ou qu'elle pourra s'exprimer dans une construction vraiment ancrée à gauche où des forces sociales trouvent leur place au sein d'une construction politique large et composite. L'offre faite par le

rapport est positive. Il faut lui donner une dimension nationale, élargir le Front de gauche à des forces individuelles et collectives et choisir des candidatures dont l'histoire, la pratique illustrent cette démarche.

David Pellicer Tarn-et-Garonne

Je tiens à saluer en premier la bataille exemplaire des salarié-e-s de Molex qui ont affronté avec courage les forces de l'argent. D'accord avec l'offre nationale du Conseil national qui articule rassemblement et contenu anticapitaliste. Contenu par ailleurs urgent à décliner régionalement. Créons la dynamique et le rapport de force d'un premier tour du Front de gauche qui donnera lisibilité et crédibilité à nos élu-e-s. Soyons à tout moment respectueux et à l'écoute de nos partenaires.

Eric Roulot - Yvelines

La réalité est tellement différente d'une région à l'autre qu'il est nécessaire de proposer une offre politique qui permet de conjuguer cohérence nationale, à partir d'objectifs concrets, et souplesse pour intégrer les disparités. Concernant les luttes je veux dire que les militants syndicaux sont au travail dans les entreprises pour faire monter les luttes et renforcer l'unité. A EDF/GDF, 240 militants sont entraînés comme des voyous devant les conseils de discipline pour avoir défendu le service public. La présence du PCF est appréciée. Une disponibilité nouvelle des militants du mouvement social s'ouvre pour mener la bataille des régionales, ne passons pas à côté.

Rosita Jaouen Val-d'Oise

Cette offre politique nationale est intéressante: elle peut répondre aux attentes d'un électoralat de gauche déçu, elle peut offrir à tous ceux qui subissent les méfaits de la politique ultra-libérale de Sarkozy, une alternative. Nous devons réussir ce rassemblement avec toutes les forces de gauche possibles. Le Front de gauche élargi peut au premier tour contribuer à modifier les rapports de force à gauche pour aller vers une gauche de transformation sociale, écologique, anticapitaliste, pour faire gagner toute la gauche. Enfin, je fais confiance aux communistes dans l'approbation de cette offre politique dans toutes les régions. Nous y gagnons en lisibilité et en crédibilité.

Jean-Michel Ruiz Val-d'Oise

Le projet d'offre politique permet de poursuivre et d'élargir le rassemblement initié par le Front de gauche lors des européennes. Dans le Val-d'Oise, nous sommes en cours de finalisation d'un communiqué unitaire signé par l'ensemble de la gauche de transformation. Nous devons être sans concession sur le fond mais lever les obstacles

de forme. Pour réussir, il est essentiel d'impliquer rapidement dans le rassemblement d'autres forces que les partis politiques (alternative citoyenne, FASE...). Nous avons une lourde responsabilité car l'attente est grande chez de nombreux syndicalistes et militants associatifs.

Jean-Pierre Meyer - Var

Il y a un problème de méthode. Plus de 9h30 pour obtenir la parole devant un Conseil national réduit à cette heure de 25% et avec un temps de parole ramené à 3 minutes (au lieu de 4). Ça ne va pas! Quels sont les critères qui conduisent à une telle gestion de la parole? Les très nombreuses interventions diverses, parfois contradictoires, comment le « tri » peut-il se faire sans un vote sur des questions essentielles point par point, plutôt qu'à terme un vote global qui impose de tout prendre ou de rien prendre? Ceci dit, je ne regrette pas d'être là, d'autant que j'ai pu acheter le livre d'Alain Bocquet qui va me convaincre de soutenir sa candidature communiste à la prochaine élection présidentielle.

François Auguste - Isère

Le moyen de régler ce problème est de déposer les demandes d'intervention au minimum à l'ouverture du Conseil national. Sinon c'est difficile de le gérer: 100 camarades sont intervenus aujourd'hui et il faut s'en féliciter. La chronologie du dépôt des demandes ne peut pas être le seul critère, on le sait bien.

François Diot - Nièvre

Presque partout nous sommes sortants. Y aurait-il, en 2010, moins de raisons qu'en 2004 de se rassembler à gauche au premier tour? Au nom de « l'unité », allons-nous constituer une 4^e, voire une 5^e liste à gauche dans certaines régions? Regarder les résultats des élections partielles. PG et NPA ont boycotté nos forums « parce que le PS y participe ». C'est inacceptable, tout comme Argenteuil et la non-assignation de vote du PG face à Douillet. Le Front de gauche ne doit pas être un outil contre une partie de la gauche. Ne pas retomber dans les collectifs antibéaux. Attention aux répercussions de notre stratégie sur les élections suivantes (municipales par ex.).

Julien Alapetite - Isère

Le texte d'offre nationale est une bonne proposition. Il articule bien ce qui fait la particularité historique du PCF: contestation et participation, radicalité et responsabilité. Au premier tour, le curseur est placé vraiment à gauche sur des positions d'alternative au capitalisme. Au second tour, fort du score obtenu sur des positions de rupture, nous pouvons participer aux majorités sans trahir nos objectifs. De plus cela donne une continuité à l'expérience du Front de gauche et fait en sorte que ce rassemblement s'impose comme un rassemblement politique durable. Il

s'agit maintenant de mettre en œuvre cette proposition dans toutes les régions.

Paul Barbazange Hérault

Quelle que soit la forme électorale, liste communiste de rassemblement, liste Front de gauche plus élargie, la seule question qui fait débat c'est le devenir, la place du Parti communiste et de ses militants; le rôle des élus communistes dans l'organisation de leur parti révolutionnaire. Nos élus doivent être de type nouveau face à l'exploitation capitaliste accentuée et se comporter de façon nouvelle ne craignant pas de désobéir aux règles institutionnelles. En Languedoc-Roussillon, ceux d'entre nous qui n'ont pas réalisé à temps la réalité de la politique de Georges Frêche n'ont plus de place sur la liste. Sur l'organisation: aux cellules de confectionner et remettre les cartes. C'est une question de souveraineté.

Thierry Goyet - Morbihan

1) La crédibilité nationale de notre parti étant ce qu'elle est, elle repose aussi souvent localement et dans les régions sur celle de nos élus. 2) Nous disons: « l'avenir de la gauche c'est le projet ». Notre offre nationale devrait partir des politiques à mener pour nos concitoyens qui souffrent de la crise et de la politique de Sarlozy et proposer de s'adresser sans exclusive à l'ensemble de nos partenaires. 3) Dans chaque région, les communistes examineront avec qui, sur quel projet, dans quelles conditions et quand ils choisiront de participer à un rassemblement qui puisse être majoritaire.

Jean-Jacques Karman Seine-Saint-Denis

L'offre n'est pas à la hauteur. La crise va s'aggraver, il faut donc une démarche globale et nationale de rupture avec le capital et non une « auberge espagnole régionale ». J'ai lu les positions du Parti de gauche, du NPA et des autres; franchement, si on le veut, l'accord est possible pour des listes autonomes du PS et des Verts où le PCF a un rôle moteur. La vraie question du 2^e tour n'est pas la non-participation du NPA aux exécutifs mais celle du PCF dans les régions où le PS est ouvert au Modem. Les grandes régions sont au centre du dispositif de l'UE et le PS est d'accord.

Frédéric Boccaro Hauts-de-Seine

Il ne suffit pas de répondre au PS « cohérence, refusez la mise en concurrence ». Il faut aussi une autre action des institutions. Ainsi, les régions paient des TER, progrès dans la réponse aux besoins. Mais la SNCF supprime 2000 emplois, précarise et la concurrence arrive. L'enjeu majeur, c'est d'agir sur les banques et les gestions. Or en région, le PS s'oppose au levier des FREF. Il refuse des critères précis et prioritaires sur l'emploi, donc

les gestions, et fait payer les régions à la place des banques et des entreprises, et donc les gens. Pour changer la donne, une campagne du PCF sur le crédit, en lien avec les besoins d'emplois et de services publics nouveaux, restructurerait le rapport de force.

Xavier Compain Côtes-d'Armor

La proposition d'un Front de gauche élargi « ne vise pas à faire tomber le PS mais place notre parti devant ses responsabilités quant à sa détermination à bouger le curseur à gauche ». Des ateliers, les propositions du PCF sont d'ores et déjà à disposition de celles et ceux qui veulent une politique alternative au capitalisme, du régional au global. Ce qui doit conforter les communistes sur leur offre politique et la construction du Front à vocation majoritaire décidé au 34^e Congrès.

Thierry Aury - Oise

L'offre nationale correspond au souhait majoritaire des communistes de l'Oise. Emploi et qualité de l'emploi vont être une question majeure. Comment les régions peuvent faire bouger les choses: avec les syndicalistes, évaluons ce qui s'est fait, précisons nos propositions (dire « pas d'aides aux multinationales » ne suffit pas quand beaucoup de PME sont dépendantes de multinationales), investissons les pôles de compétitivité pour les transformer, soyons à l'initiative sur création de filières industrielles et agricoles pour relocaliser des productions et répondre aux défis environnementaux. L'exigence de pouvoirs des salariés, des citoyens à tous les niveaux, doit traverser notre démarche. Il faut une mobilisation nationale contre suppression de la taxe professionnelle qui va étrangler les collectivités et faire exploser impôts des ménages.

Frank Mouly Seine-et-Marne

Le texte proposé est clair. Il rend visible notre attachement viscéral à battre la droite, exprime notre esprit de suite dans la stratégie du Front de gauche et part de la situation réelle à gauche en cette fin d'année 2009. Les communistes doivent être maîtres de ce débat, dans le respect des spécificités locales, mais aussi en dehors de toutes contingences que l'on déguiserait en spécificités. Notre engagement dans cette campagne doit partir de contenus que nous devons porter au-delà du premier tour, en tenant fermement et publiquement le cap des propositions dont nous pouvons penser qu'elles désignent, en elles mêmes, le projet communiste et les dépassements que nous entendons porter.

Joël Carliez - Somme

Nous sommes face à une tentative de recomposition politique profonde. Beaucoup font la part belle à Europe Ecologie. Le positionnement du PS heurte nom-

bre de progressistes. Un décrochage sérieux est en train de s'opérer. Notre proposition doit donc faire émerger une offre de rassemblement sur des contenus élevés liés à l'action et aux luttes. Une élection en cache toujours une autre. N'éludons donc pas la nécessité de travailler à la modification du rapport des forces. Notre apport doit donner sens au Front de gauche à construire. Notons les convergences, les divergences, les obstacles à lever en appelant à l'intervention populaire. De la disponibilité existe chez nombre de syndicalistes et d'acteurs du mouvement social pour faire bouger les lignes.

Pascal Bagnarol Corrèze

Le Front de gauche élargi, la démarche, porter un projet ambitieux et poser dans le même mouvement la question du rassemblement des forces de gauche et citoyens ont marqué le débat départemental. Le pire obstacle de cette démarche serait la peur ou le manque de confiance. Pouvons la démarche dans sa cohérence jusqu'au bout. Pouvons le plus loin possible dans la population et avec les partenaires les contenus et la question du rassemblement. Comment déterminer la hauteur des contenus? Il a été mis l'accent sur les différences entre régions et au sein même des régions. C'est le cas en Limousin avec la présence d'ADS en Haute-Vienne, nous devons tous le prendre en compte mais avoir une cohérence régionale. ☺

Communistes

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chaballier - Magali Cheret - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Cécile Jacquet - Benjamin Lecole - Jean-Louis Le Moing - Frank Mouly - Denis Rondepierre - Gérard Streiff - Directeur: Olivier Dartigolles - Tél.: 01 40 40 12 09 - Rédaction: Patrice Falguier - Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff - Tél.: 01 40 40 12 41 - Télécopie: 01 40 40 12 46 - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Maquette: DGC / Zouhair.Nakara@dgc-pao.com

Ont collaboré

à ce numéro:

Jean Yodom,

Annie Péronnet,

Gérard Le Bihan,

Obey Ament,

Madeleine Hivernet,

Alain Vermeersch,

Jean-Marie Doussin

Secrétariat:

Marianne Parmigiani,

Françoise Saint-Hilaire